

RAPPORT N° 257 *11 avril 2006*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif aux comptes de la Caisse de prévoyance
du personnel de l'Etat pour 2005

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2005.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et vous invitons à approuver les comptes qui vous sont présentés.

BERICHT Nr. 257 *11. April 2006*
des Staatsrats an den Grossen Rat
über die Jahresrechnung der Pensionskasse
des Staatspersonals für das Jahr 2005

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2005.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht Kenntnis zu nehmen und die Jahresrechnung zu genehmigen.

Table des matières

1. Rapport de gestion
2. Bilan & Comptes d'exploitation
3. Annexe aux comptes annuels

I. Bases et organisation

- I.1. Forme juridique et but**
- I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP**
- I.3. Indications des actes et des règlements**
- I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature**
 - I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration*
 - I.4.2. Droits de signatures et de compétences*
- I.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance, consultant**
 - I.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :*
 - I.5.2. Organe de contrôle*
 - I.5.3. Autorité de surveillance*
 - I.5.4. Consultant en placements*
- I.6. Employeurs affiliés**

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique

- II.1. Assurés actifs**
- II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes**
- II.3. Total des affiliés**
- II.4. Rapport démographique**

III. Nature de l'application du but de la Caisse

- III.1. Explication des plans de prévoyance**
- III.2. Financement, méthodes de financement**
 - III.2.1. Régime de pensions*
 - III.2.2. Régime LPP*
 - III.2.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance*

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

- IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)**
- IV.2. Principes comptables et d'évaluation**
- IV.3. Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes**
- IV.4. Explications relatives à la première application de la Swiss GAAP RPC 26**

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

- V.1. Nature de la couverture des risques**
- V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance**
- V.3. Développement et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)**
- V.4. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)**
- V.5. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés**
- V.6. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions**

- V.7. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires
- V.8. Résultats de la dernière expertise actuarielle
- V.9. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel
- V.10. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg en situation statique

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

- VI.1. Organisation de l'activité de placement, règlement de placement
- VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 59 OPP2)
- VI.3. Objectif de la réserve de fluctuation de valeur
- VI.4. Présentation des placements par catégorie
- VI.5. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)
- VI.6. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending
- VI.7. Explications du résultat net des placements
 - VI.7.1. *Frais d'administration des placements financiers*
 - VI.7.2. *Performance des placements*
- VI.8. Explications des placements chez l'employeur

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

- VII.1. Placements à terme et prêts
- VII.2. Immeubles
 - VII.2.1. *Généralités*
 - VII.2.2. *Evolution des valeurs 2005 du parc immobilier*
 - VII.2.3. *Résultats 2005 des immeubles*
 - VII.2.4. *Informations diverses*
- VII.3. Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

IX. Autres informations relatives à la situation financière

- IX.1. Découvert / Explication des mesures prises
- IX.2. Liquidations partielles
- IX.3. Procédures juridiques en cours
- IX.4. Opérations particulières et transactions sur la fortune

X. Evénements postérieurs à la date du bilan

- 4. Bilan technique
- 5. Rapport de l'organe de contrôle

Rapport de gestion de la CPPEF relatif à l'exercice 2005

Statut juridique et organisation

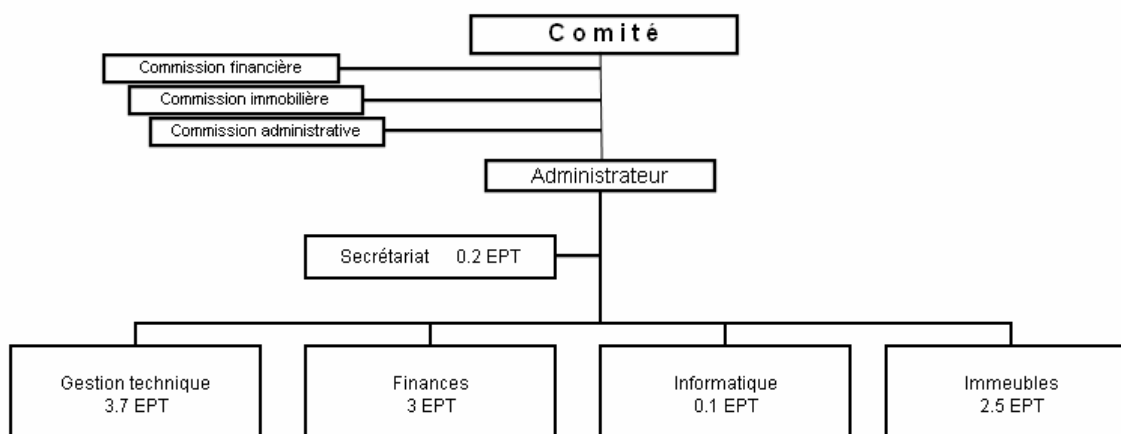
La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et a une administration séparée de celle de l'Etat. Elle est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance des fondations du Canton de Fribourg.

Son activité est régie par la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993 et diverses ordonnances qui ont vu le jour depuis 1993.

La CPPEF a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès. Outre le personnel de l'Etat et des établissements de l'Etat, sont également affiliées des communes et des associations qui exercent une activité publique liée étroitement à l'Etat. Ces institutions externes étaient au nombre de 52 à fin décembre 2005. L'affiliation des assurés à la Caisse est fonction de leur durée d'engagement: les assurés ayant un contrat de travail supérieur à une année sont automatiquement assurés dans le régime de pensions (prestations sur-obligatoires); les assurés dont la durée d'engagement est inférieure à une année sont assurés dans le régime minimal LPP, régime dont les prestations sont légèrement supérieures à celles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle.

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres dont six sont des représentants de l'Etat et six des représentants des salariés. Le Comité a également constitué trois commissions (financière, immobilière et administrative), composées de membres du Comité et appuyées par des spécialistes externes au Comité. Au cours de l'année écoulée, le Comité a tenu 15 séances. A celles-ci s'ajoutent les réunions mensuelles des Commissions et des délégations spéciales dans lesquelles les membres du Comité ont représenté la Caisse.

L'administration de la Caisse à fin 2005 se présente comme suit (avec les équivalents plein temps - EPT) :



Malgré un accroissement de plus de 6 % du nombre des assurés actifs (13'823 au 31.12.2005) et de 4 % environ des bénéficiaires de rentes (2'922 au 31.12.2005), le personnel de la gestion technique est resté stable avec un effectif de moins de 4 personnes. Tous dossiers confondus, chaque collaboratrice gère en moyenne plus de 4'000 dossiers.

En 2005, l'affiliation des nouveaux assurés et la résiliation des contrats individuels ont représenté quelque 2'800 mutations au total. A cela s'ajoute l'octroi des nouvelles rentes attribuées, y compris la gestion des ponts AVS pour le compte de l'Etat, le traitement des cas d'invalidité, la gestion des demandes de prélèvements pour l'encouragement à la propriété du logement, sans oublier les demandes et les confirmations de rachats de prestations, qui deviennent toujours plus nombreuses au fil des années.

Les deux collaborateurs techniques spécialisés dans l'immobilier traitent les affaires courantes, tant au niveau de la gestion des locations, que des problèmes ayant trait aux constructions nouvelles ou en cours. Ils sont appuyés dans leur travail par une collaboratrice administrative.

Les affaires financières et comptables sont traitées par trois personnes. Leurs activités tournent autour des pôles suivants :

- tenue de toute la gestion des titres placés auprès des différents mandataires
- tableau mensuel des performances de tous les mandataires
- gestion de toute la trésorerie et des flux financiers liés à la gestion des immeubles
- tenue de la comptabilité générale de la Caisse (encaissements des cotisations, paiements de toutes les prestations, ...)

Système financier

Les systèmes financiers mixtes, propres aux institutions de droit public, combinent le système financier de la répartition, du même type que celui de l'AVS (financement direct des prestations par les cotisations), et le système financier de la capitalisation (accumulation de la valeur actualisée des rentes à servir dans le futur), qui gouverne la prévoyance professionnelle. Dans la mesure où les cotisations sont correctement calculées, un financement mixte n'induit pas en soi une situation de découvert, dès lors que la part non capitalisée des prestations est alimentée par lesdites cotisations. La LPP autorise ce mode de financement à l'égard des institutions de droit public compte tenu de leur pérennité et de la garantie des prestations fournie par les collectivités publiques. Au niveau fédéral, l'initiative déposée par le conseiller national Beck (l'initiative propose l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 69 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), dans le but de mettre fin à la possibilité offerte aux institutions de prévoyance des corporations de droit public de déroger au principe du bilan en caisse fermée) a été traitée par la Chambre du peuple le 28 février 2005 qui a décidé d'y donner suite. On s'achemine vraisemblablement vers une situation où les caisses de droit public auront l'obligation d'avoir un degré de couverture minimum. En comparaison avec d'autres institutions de droit public, la CPPEF se trouve dans une situation où, en fonction du degré de couverture minimum qui sera fixé, aucune mesure particulière ne devrait être prise.

Sur le long terme, le système financier de la répartition a pour avantage d'être peu sensible aux périodes de forte inflation, alors que celui de la capitalisation se distingue par une vulnérabilité moindre envers l'augmentation de la longévité. Dans cette optique, un système de financement mixte a le mérite de chercher un équilibre entre les avantages et les inconvénients des deux modèles précités.

Dans le cas de la Caisse, un appel à la garantie de l'Etat n'entre pas en considération au regard de la santé financière actuelle de l'institution, dont les engagements de prévoyance sont capitalisés à hauteur de 89,0 % au 31.12.2005.

Révision LPP au 1^{er} janvier 2005

L'année 2005 a vu la mise en place du deuxième paquet des mesures relatives à la première révision LPP.

En ce qui concerne l'organisation générale de la Caisse, plusieurs dispositions fédérales nouvelles s'y appliquent. Il s'agit notamment de :

- un accroissement de la transparence des comptes par l'introduction de la norme RPC 26 (Recommandation pour la Présentation des Comptes) ;
- l'application de normes en matière de loyauté dans la gestion de la fortune (conflits d'intérêts et avantages financiers, annonce des avantages financiers personnels, exigence à remplir par les gestionnaires de fortune) ;
- l'introduction d'un délai minimum de six mois avant de pouvoir transférer les prestations de libres passages non réclamées auprès de l'institution supplétive ;
- un renforcement de la responsabilité des personnes chargées de l'administration, de la gestion ou du contrôle de l'institution de prévoyance ;
- la mise en place d'une procédure dans les cas de liquidation partielle (régulée par exemple par le biais d'une ordonnance) ;
- l'élaboration d'un règlement sur les passifs de nature actuarielle ;
- une information accrue des assurés sur leurs droits aux prestations, le salaire coordonné, le taux de cotisation, l'avoir de vieillesse, l'organisation et le financement de la Caisse ainsi que sur les membres de l'organe paritaire.

Au niveau du régime LPP, les principales nouveautés ont été les suivantes :

- l'introduction d'un nouveau montant de coordination correspondant à 7/8 de la rente maximale AVS ;
- la mise en place d'un taux de conversion minimal dégressif de 7,2 % (valable jusqu'au 31.12.2004) à 6,8 % (valable dès le 1.1.2011). Un tableau des taux dégressifs a été fixé afin d'appliquer uniformément cette diminution à ce nouveau taux plancher ;
- l'application d'un barème de bonifications de vieillesse identique pour les hommes et les femmes ;
- l'introduction d'une rente de conjoint survivant ;
- l'introduction d'un quart de rente et de trois quarts de rente pour les invalides ;
- la possibilité de bénéficier de sa prestation à hauteur d'un quart du compte témoin sous forme de capital en lieu et place de la rente ;
- la coordination avec la 11^{ème} révision de l'AVS.

En ce qui concerne les ordonnances, l'OPP 2 a précisé les dispositions légales qu'il convenait de modifier dans les caisses de prévoyance.

Le régime de pensions sert des prestations allant au-delà du minimum obligatoire, une partie des nouvelles dispositions étaient déjà partiellement ou totalement appliquées dans notre Caisse (rente de conjoint survivant sans distinction du sexe, quart de rente pour les personnes invalides, ...)

RPC 26 et revalorisation

Sur le plan financier, l'exercice 2005 a permis de dégager un excédent financier net de plus 72,6 mios. Ce résultat prend déjà en compte la revalorisation de 4 % de la somme des salaires assurés (soit 36,7 mios de francs) octroyée au 1^{er} janvier de cette année et figurant sous la forme d'une provision technique dans le bilan. Il convient également de relever que l'adaptation à la première application de la norme RPC 26 a nécessité une mise aux valeurs réelles des actifs de la Caisse. Les opérations comptables y relatives ne figurent pas dans les comptes d'exploitations, mais ont été passées directement dans le bilan (notamment les dissolutions des diverses provisions en rapport avec les immeubles ou les titres).

Actifs : titres et immeubles - Réserves de fluctuation de valeurs

A la fin 2005, la CPPEF gérait des actifs s'élevant au bilan à 2'208 mios de francs, soit en progression de 14,02 % par rapport à l'exercice précédent.

Titres

Le résultat financier favorable de l'exercice 2005 s'explique en partie par une performance du marché des actions suisses (+ 35,7 %) et étrangères (+ 26,7 %), une performance du marché des obligations étrangères (+ 8,3 %) et notamment du segment « haut rendement » de ce portefeuille (+ 16,4 %). Quant au parc immobilier, la performance de 4,75 % se trouve dans les normes attendues pour ce véhicule de placement.

Immobilier

En ce qui concerne les investissements immobiliers, la CPPEF a maintenu la politique appliquée jusque là, à savoir la construction d'immeubles dans le canton sur les terrains dont elle est propriétaire. En 2005, elle a terminé et mis sur le marché immobilier fribourgeois 144 appartements répartis comme suit :

Givisiez, route des Femmes savantes :	64 appartements et 140 m ² surface commerciale
Courtepin, route du Postillon :	16 appartements
Fribourg, quartier de la Carrière :	64 appartements et env. 1'900 m ² de surface commerciale et dépôts

Il est à relever que la Caisse a, dans un but de diversification et de meilleure répartition du risque, pour la première fois, acquis des objets se situant hors du canton de Fribourg (un immeuble à Clarens (48 appartements) et un immeuble à Aigle (16 appartements)). Elle a également acquis un immeuble de 12 appartements à Villars-sur-Glâne. La liste des régies s'occupant de nos immeubles se trouve dans l'annexe aux comptes (voir ci-après).

Durant l'exercice 2005, la Caisse a vendu un immeuble à Misery ainsi que sa participation de 40 % dans la Société fribourgeoise de réalisation immobilière "Pérolles-Centre".

Comme par le passé, la politique financière menée par la CPPEF est une politique prudente, soumise au contrôle d'un consultant externe. Celui-ci conseille la CPPEF dans la mise en place d'une stratégie d'allocation des moyens et examine régulièrement la capacité de la CPPEF à mener cette politique. A l'exception des placements passifs effectués et surveillés directement par la Caisse (par le biais de sa Commission financière), tous les placements financiers étaient, en 2005, attribués en mandats directs auprès d'établissements financiers (voir le détail dans l'annexe aux comptes).

Réserves de fluctuation de valeurs

Le nouvel article 48^e de l'OPP 2 exige que l'institution de prévoyance fixe dans un règlement les règles pour la constitution des réserves de fluctuation ainsi que pour les autres réserves. Toutefois, la RPC 26 ne permet la constitution de réserves de fluctuation que si l'institution dispose d'un degré de couverture minimum à 100 %, ce qui n'est pas le cas de la CPPEF. Vu la situation, la Caisse doit indiquer dans ses annexes les réserves théoriques sur lesquelles elle s'est basée pour établir son allocation tactique. Partant de cette obligation légale et sur la base des recommandations du consultant de la Caisse, il a été défini qu'elle devrait disposer, en fonction de sa politique de placement, d'une réserve de l'ordre de 134,4 mios de francs sur la base des placements existants à fin 2005. Cette somme correspond au montant minimum à disposer pour absorber une forte baisse du marché sur une année.

Passifs : engagements envers les assurés

Les engagements de la CPPEF s'expriment comme suit:

- les prestations de libre passage des assurés actifs, soit 1'403'915'912 francs; elles représentent le montant que la Caisse serait amenée à payer si l'ensemble des affiliés actifs quittait leur emploi au 31.12.2005. Ce montant, en augmentation de 7,58 % ou de quelque 99 millions de francs par rapport à l'exercice précédent, provient du phénomène courant de l'évolution de la Caisse, augmentation qui se traduit par un coût plus élevé des prestations qui reviennent à l'assuré. Il est à noter que cette somme est aussi financée en partie par l'assuré lui-même dans le cadre de l'évolution de son salaire. Dans ce montant figurent également les admissions et les démissions effectuées durant l'année en cours ainsi qu'une revalorisation de 1,85 % qui a été portée sur la somme des salaires assurés des collaboratrices et collaborateurs au 1^{er} janvier 2005 ;
- la valeur actuelle des pensions en cours, soit 1'030'674'760 francs (dont 20'209'309 francs au titre de provision de longévité); cette valeur correspond à l'engagement total envers les bénéficiaires de pensions jusqu'à l'extinction théorique de leur droit. Cette valeur actuelle est à mettre en rapport avec le montant des réserves mathématiques indiqué dans le bilan au 31.12.2004 de 966'464'017 francs. L'augmentation de quelque 64 millions de francs ou 6,6 % s'explique par les éléments suivants :
 - indexation de l'ensemble des pensions et rentes (1,5 % au 1.1.2005).
 - accroissement substantiel du nombre de cas d'invalidité et aux rentes servies plus importantes.
 - longévité accrue des pensionnés.
 - augmentation des réserves mathématiques des retraités (augmentation de leur nombre, moyenne d'âge plus basse et pension moyenne plus élevée).

Degré de couverture – Degré d'équilibre - Garantie de l'Etat

Le degré de couverture la Caisse a progressé de 84,8 % à 89,0 %. Le degré d'équilibre, qui correspond au rapport entre la fortune nette et le capital nécessaire à la couverture des rentes jusqu'à leur extinction, se situait au 31.12.2005 à environ 212 % (sans prendre en considération la réserve de fluctuation de valeurs). Grâce à un exercice financier favorable 2005, la garantie de l'Etat de Fribourg est passée de quelque 372 millions de francs à environ 271 millions de francs, soit en baisse de 27 %. La garantie de l'Etat sert à couvrir les engagements de la CPPEF envers les assurés actifs.

Révision de la loi

Afin d'affermir la situation financière de la Caisse sur le long terme, le Comité a décidé de proposer au Gouvernement une refonte de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel. Cette opération vise également la coordination des dispositions de la loi et des différentes ordonnances avec celles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle, récemment révisée, ainsi que la prise en compte de la jurisprudence en la matière. Ainsi, en juin 2005, un rapport provisoire sur la situation de la Caisse et sur les options possibles de la révision de la loi a été accepté par le Comité qui l'a transmis au Conseil d'Etat. Deux présentations des options ont été faites par une délégation du Comité devant le Conseil d'Etat. Les principales options ayant été retenues, la Caisse travaille à la réalisation d'un avant-projet de loi et de règlements qui sera présenté au plus tôt au Conseil d'Etat dans le courant du deuxième semestre 2006.

CAISSE DE PREVOYANCE DU
PERSONNEL DE L'ETAT

C. Lässer, Président
C. Schafer, Administrateur

COMPTES DES EXERCICES 2005 ET 2004

BILAN	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>
	CHF	CHF
ACTIF		
Placements	2'208'235'010	1'936'789'032
Liquidités et placements monétaires	501'332'566	364'569'046
Liquidités d'exploitation	4'210'835	25'407'514
Liquidités pour placements	64'039'856	29'218'230
Placements à terme	330'852'609	132'721'821
Prêts	84'926'186	165'224'988
Dépôts fiduciaires	14'588'271	11'181'046
Fonds de placement monétaires	3'070'475	1'099'265
Change à terme	-355'665	-283'818
Créances	6'770'672	3'300'357
Impôts anticipé et à la source	3'012'659	1'717'954
Contributions employeurs	2'414'568	537'500
Contributions assurés	402'330	59'452
Comptes courants	865'426	902'269
Débiteurs divers	75'689	83'182
Titres	882'158'491	764'999'102
Placements obligataires	309'856'426	262'974'826
Obligations suisses	53'791'100	33'918'400
Obligations étrangères	256'065'326	229'056'426
Transitoires sur titres (intérêts courus)	5'684'540	5'428'012
Actions et participations	566'617'525	496'596'264
Actions suisses	255'265'332	220'358'810
Actions étrangères	307'543'806	273'850'054
Participations	3'808'387	2'387'400
Immobilisations	607'665'781	593'613'026
Immeubles	607'236'167	593'133'459
Immeubles construits	526'350'537	487'935'917
Immeubles en mise en valeur	0	19'090'871
Terrains à bâtir	18'779'347	23'283'504
Immeubles en construction	55'624'897	28'291'891
Rénovations	6'481'386	3'573'411
Participation Pérolles-Centre	0	30'957'865
Transitoires sur immeubles	429'613	479'567
Prêts aux employeurs	210'307'500	210'307'500
Prêts à terme à l'Etat	210'000'000	210'000'000
Intérêts courus sur prêts à l'Etat	307'500	307'500
Comptes de régularisation de l'actif	25'684	24'932
TOTAL DE L'ACTIF	<u>2'208'260'694</u>	<u>1'936'813'963</u>

COMPTES DES EXERCICES 2005 ET 2004

BILAN	31.12.2005	31.12.2004
	CHF	CHF
PASSIF		
Dettes	5'868'697	2'859'886
Prestations de libre passage et rentes	1'388'358	0
Autres dettes	4'480'338	2'859'886
Créanciers	2'716'946	761'694
Comptes courants	738'323	989'851
Fonds de Garantie	1'025'070	1'108'341
Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)	2'010'293	2'535'387
Passifs transitoires	95'086	462'283
Passifs transitoires sur titres	175'756	223'862
Passifs transitoires sur immeubles	1'739'451	1'849'242
Provision pour rénovations d'immeubles	0	25'349'120
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	2'471'276'929	2'278'293'053
Capital de prévoyance des assurés actifs	1'403'915'912	1'305'028'146
Prestations de libre passage des assurés actifs	1'397'604'626	1'299'350'656
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	6'311'286	5'677'490
Capital de prévoyance des bénéficiaires	1'030'674'760	966'464'017
Valeur actuarielle des pensions en cours	1'023'827'550	959'756'254
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	6'847'210	6'707'763
Provisions techniques	36'686'257	6'800'890
Provision régime LPP	0	6'800'890
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	36'686'257	0
Réserves de fluctuations de valeurs	0	72'283'671
Provision pour mise au nominal des obligations	0	12'283'671
Réserve de fluctuations de cours et change sur titres	0	20'000'000
Réserve sur immeubles	0	40'000'000
Découvert technique	-270'895'225	-444'507'154
Découvert technique: situation en début de période	-444'507'154	-440'593'474
Excédent de produits / (Excédent de charges)	72'641'564	-3'913'680
Première application de la Swiss Gaap RPC26	100'970'365	0
Adaptation des immeubles aux valeurs actuelles	-4'890'872	0
Dissolution de la provision pour rénovations d'immeubles	25'349'120	0
Dissolution réserves latentes sur participations	1'427'556	0
Dissolution provision mise au nominal des obligations	12'283'671	0
Dissolution réserve de fluctuations cours et changes	20'000'000	0
Dissolution réserve sur immeubles	40'000'000	0
Dissolution provision régime LPP	6'800'890	0
TOTAL DU PASSIF	2'208'260'694	1'936'813'963

COMPTES DES EXERCICES 2005 ET 2004

COMPTE D'EXPLOITATION

	<u>2005</u> CHF	<u>2004</u> CHF
Cotisations et apports ordinaires	148'603'637	137'389'123
Cotisations des salariés	57'582'409	54'804'877
Cotisations des employeurs	82'530'927	75'153'140
Cotisations supplémentaires des salariés	409'926	390'308
Rachats	8'080'375	7'040'798
Prestations d'entrée	46'156'683	28'113'660
Apports de libre passage	45'504'216	27'937'160
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	652'467	176'500
<i>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</i>	<u>194'760'320</u>	<u>165'502'783</u>
Prestations réglementaires	-88'581'182	-81'877'479
Rentes de vieillesse	-64'863'331	-60'245'286
Rentes de survivants	-14'524'829	-13'980'835
Rentes d'invalidité	-7'720'785	-7'511'340
Autres prestations réglementaires	-51'600	-25'320
Prestations en capital à la retraite	-1'420'636	-31'502
Prestations en capital au décès et à l'invalidité	0	-83'196
Prestations de sortie	-38'574'183	-32'724'903
Prestations de libre passage en cas de sortie	-23'233'177	-22'219'181
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-15'341'006	-10'505'722
<i>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</i>	<u>-127'155'364</u>	<u>-114'602'382</u>
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques	-199'784'658	-121'385'670
Constitution de capitaux de prévoyance des assurés actifs	-98'887'766	-52'129'191
Constitution de capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-64'210'635	-69'256'479
Constitution de provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	-36'686'257	0
Charges d'assurances	-1'025'070	-1'108'341
Cotisations au Fonds de garantie	-1'025'070	-1'108'341
<i>Résultat net de l'activité d'assurance</i>	<u>-133'204'772</u>	<u>-71'593'610</u>
Résultat net des placements	207'773'323	75'468'031
Résultat net des liquidités	6'115'124	4'548'257
Résultat net des placements obligataires	21'241'264	7'401'769
Résultat net des actions et participations	150'855'008	35'438'324
Résultat net des immeubles	27'180'870	24'833'930
Intérêts sur prêts à l'employeur	7'337'500	7'337'500
Frais d'administration des placements	-4'956'444	-4'091'749
Autres produits	110'957	100'682
Produits de prestations fournies	110'484	88'700
Produits divers	473	11'982
Autres frais	-2'449	-510'629
Frais d'administration	-2'035'494	-2'560'482
<i>Excédent de produits avant constitution de réserves de fluctuations de valeurs</i>	<u>72'641'564</u>	<u>903'992</u>
Constitution de réserves de fluctuations de valeurs	0	-4'817'672
Constitution provision mise au nominal des obligations	0	-4'817'672
<i>Excédent de produits / (Excédent de charges)</i>	<u>72'641'564</u>	<u>-3'913'680</u>

COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2005 ET 2004

RUBRIQUES	REGIME PENSIONS		REGIME LPP		TOTAL	
	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	191'636'613	162'646'600	3'123'707	2'856'183	194'760'320	165'502'783
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-124'067'033	-111'057'386	-3'088'332	-3'544'995	-127'155'364	-114'602'381
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance	-199'011'523	-122'006'068	-773'135	620'398	-199'784'658	-121'385'670
Contributions au Fonds de Garantie	-1'008'293	-1'089'240	-16'777	-19'102	-1'025'070	-1'108'342
Résultat net de l'activité d'assurance	-132'450'235	-71'506'094	-754'537	-87'516	-133'204'772	-71'593'610
Résultat net des placements					207'773'323	75'468'031
Autres produits					110'957	100'682
Autres frais					-2'449	-510'629
Frais d'administration					-2'035'494	-2'560'482
Excédent de produits/charges avant dissolution/constitution de réserves de fluctuations de valeurs					72'641'564	903'992
Constitution de la provision pour mise au nominal des obligations					0	-4'817'672
Excédent de produits / (Excédent de charges)					72'641'564	-3'913'680

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. Bases et organisation

I.1. Forme juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et est pourvue d'une administration séparée de celle de l'Etat. Son but est d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès.

I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP

La CPPEF est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès du Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du canton de Fribourg.

De plus, elle est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

I.3. Indications des actes et des règlements

L'activité de la CPPEF est régie par :

a) Dispositions légales

- Loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993, modifiée partiellement par les lois du 2 octobre 1996, du 17 septembre 1997, du 17 octobre 2001 et par l'ordonnance du 22 mars 2005 du Conseil d'Etat du canton de Fribourg
- Divers arrêtés du Conseil d'Etat du canton de Fribourg

b) Réglementation interne

- Règlement d'organisation et Directives réglant la gestion de la fortune du 22 février 2006
- Règlement de la commission immobilière du 3 avril 1989
- Règlement des commissions de bâtisse du 30 mai 1989
- Règlement de la commission administrative du 1^{er} juin 2005

I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature

I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres, dont six sont des représentants de l'Etat et six des représentants des salariés.

Le Président du Comité est le conseiller d'Etat Directeur des finances (LCP 6 al. 5).

Au 31 décembre 2005, la composition du Comité était la suivante :

Représentants de l'Etat

LÄSSER Claude, Président
CLEMENT Pierre-Alain
COLLAUD Paul
HAYOZ Markus
STEPHAN Jacques
VESIN Pierre

Représentants des salariés

MUTRUX Gérald, Vice-Président
COLLAUD Germain
DELLEY Stéphane
MARTY René
MINDEL Claude
SAVOY Jean-Daniel

L'administration de la CPPEF est assumée par Monsieur Claude Schafer.

1.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par un règlement du 1^{er} mai 2005 ; la CPPEF est représentée vis-à-vis de tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

1.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance, consultant

1.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :

Pittet Associés SA à Genève

1.5.2. Organe de contrôle

NBA Audit SA à Villars-sur-Glâne

1.5.3. Autorité de surveillance

Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du Canton de Fribourg à Fribourg

1.5.4. Consultant en placements

Coninco SA à Vevey

1.6. Employeurs affiliés

Les employeurs affiliés à la CPPEF se composent :

	Nombre d'employeurs affiliés au :	
	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>
- Etat de Fribourg et ses établissements	14	14
- Communes et associations de communes	10	9
- Autres institutions liées étroitement à l'Etat de Fribourg	28	27
Total	<u>52</u>	<u>50</u>

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique**II.1. Assurés actifs**

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	13'298	12'593	705
Régime LPP	525	385	140
Total	13'823	12'978	845
<u>Age moyen</u>			
Régime de pensions	41.25	40.99	0.26
Régime LPP	37.66	38.92	-1.26

II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
<u>Régime de pensions</u>	2'922	2'811	111
Pensions de vieillesse	1'865	1'762	103
Pensions d'invalidité	337	327	10
Pensions de conjoints	636	633	3
Pensions d'orphelins	73	76	- 3
Pensions d'enfants de retraités	11	13	- 2
<u>Régime LPP</u>	116	113	3
Rentes de vieillesse	74	71	3
Rentes d'invalidité	23	23	0
Rentes de conjoints	10	10	0
Rentes d'orphelins	6	7	- 1
Rentes d'enfants de retraités	1	1	0
Rentes d'enfants d'invalides	2	1	1
Total	3'038	2'924	114

II.3. Total des affiliés

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	16'220	15'404	816
Régime LPP	641	498	143
Total	16'861	15'902	959

II.4. Rapport démographique

Le rapport démographique correspond à la proportion entre le nombre des bénéficiaires de rentes et celui des assurés actifs, soit :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Variation</u>
Régime de pensions	21.97%	22.32%	-0.35
Régime LPP	22.10%	29.35%	-7.25
Global	21.98%	22.53%	-0.55

III. Nature de l'application du but de la Caisse

III.1. Explication des plans de prévoyance

La CPPEF pratique deux plans de prévoyance : le régime de pensions et le régime LPP. Ce dernier s'applique au personnel auxiliaire et temporaire (engagé pour une durée inférieure à un an) ; le régime de pensions est réservé au personnel qui est au bénéfice d'un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l'Etat et/ou au service d'autres employeurs affiliés.

Le régime de pensions est basé sur la primauté des prestations calculées sur la somme revalorisée des salaires assurés. Ce financement, dit en primauté de prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés, est bénéfique pour l'équilibre financier de la Caisse. En tenant compte de la moyenne des salaires assurés, il réduit l'effet des fortes augmentations de salaires en cours et surtout en fin de carrière, ce qui le distancie d'une primauté de prestations sur le dernier salaire. Ce financement présente ainsi une certaine souplesse, car, théoriquement, en l'absence de revalorisation, il s'apparente à un système en primauté de cotisations. Mais si la revalorisation est complète, le financement est alors théoriquement équivalent à un financement en primauté de prestations sur le dernier salaire.

Le régime LPP est basé sur le système de la primauté des cotisations, tant pour l'épargne que pour la couverture des risques.

III.2. Financement, méthodes de financement

III.2.1. Régime de pensions

Le financement est conçu selon un système financier mixte (capitalisation partielle) par lequel les fonds de la Caisse doivent couvrir au moins les engagements envers les bénéficiaires de pensions en cours.

Le taux de cotisation global pour l'exercice 2005 est de 19.5 % des salaires coordonnés ; il est réparti à raison de 11.5 % à charge de l'employeur (soit 59%) et 8 % à charge des salariés (soit 41%).

III.2.2. Régime LPP

Le financement du régime LPP est basé sur un système financier en capitalisation.

La cotisation d'épargne varie, selon les groupes d'âge et de sexe, entre 7 et 18 % du salaire coordonné. Quant aux autres cotisations, elles sont perçues au taux unique de 2.4 % pour les risques, les mesures spéciales, les contributions au Fonds de garantie LPP et les frais administratifs.

III.2.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Néant.

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)

Les comptes de la CPPEF sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la CPPEF applique deux plans de prévoyance (régime de pensions et régime LPP), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime ; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

IV.2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- *Conversion des valeurs en devises étrangères*
Les cours de change à la date du bilan sont pris en considération.
- *Liquidités*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale.
- *Créances*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Les provisions économiquement nécessaires liées à un risque spécifique sont portées directement en diminution des actifs correspondants.
- *Titres*
Les obligations, les notes, les actions et les fonds de placements sont évalués à leur valeur de marché à la date du bouclage.

Les actions non cotées et les participations sont évaluées en prenant la valeur des fonds propres de la société à la date de clôture tout en tenant compte d'éventuelles réserves latentes communiquées par l'administration de la société.

- *Immeubles*
 - *Immeubles construits*
Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :
 - Objectif de rendement net de 4.5%
 - Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années.
 - Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années.
 - Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés.
 - Majoration pour affectation spécifique.
 - Vétusté : prise en compte des besoins en rénovation sur une durée de dix ans
 - *Immeubles en mise en valeur (durée maximale de 3 ans)*
La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur de rendement capitalisé de l'état locatif théorique complet au taux moyen du dernier bouclage. Sinon la valeur de rendement précitée est appliquée.

- *Terrains à bâtir*
La valeur de marché à la date de boucllement est prise en considération.
- *Immeubles en construction*
La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.
- *Rénovations*
La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de boucllement, les prix de vente nets, connus au moment du boucllement des comptes, sont retenus comme valorisation.

- *Prêts aux employeurs*
Les prêts à terme à l'Etat de Fribourg figurent aux valeurs nominales.
- *Autres actifs et engagements*
Les autres créances et engagements figurent au bilan aux valeurs nominales.
- *Capitaux de prévoyance et provisions techniques*
La méthode statique est appliquée. Les capitaux de prévoyance font l'objet d'une attestation de la part de l'actuaire.

La provision pour revalorisation des salaires assurés, introduite dans les comptes du présent exercice, est déterminée sur la base des dispositions de la loi sur la Caisse (LCP art. 66).

IV.3. Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

Les principes comptables énoncés ci-dessus ont été modifiés par rapport à ceux en vigueur les années précédentes, afin de répondre aux exigences découlant de l'application de la Swiss GAAP RPC 26.

Les modifications les plus significatives sont les suivantes :

<u>Objets</u>	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>
• Titres – obligations	Valeur boursière	Valeur boursière à l'actif du bilan avec « Provision pour mise au nominal » des obligations au passif du bilan.
• Participations	Valeur des fonds propres et d'éventuelles réserves latentes	Valeur d'acquisition
• Immeubles	Aux valeurs actuelles	Valeurs d'acquisition augmentées des coûts de rénovation, compte tenu d'une « Provision pour rénovations d'immeubles »

Lors du bouclage 2005, il a été tenu compte des modifications concernant les principes d'évaluation qui ont été adoptées par le Comité avec une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

Outre les changements apportés au résultat de la première application de la Swiss GAAP RPC 26, une modification dans la présentation des comptes au niveau des engagements de prévoyance est intervenue. Contrairement aux exercices antérieurs, une « Provision pour revalorisation des salaires assurés » a été comptabilisée à la date du bouclage. Cette dernière représente le montant des revalorisations au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

IV.4. Explications relatives à la première application de la Swiss GAAP RPC 26

Conformément à la recommandation de la norme susmentionnée, dès le 1^{er} janvier 2005 les postes de l'actif du bilan figurent aux valeurs réelles à la date de clôture.

Adaptations apportées :

CHF

• Adaptation des immeubles aux valeurs actuelles	- 4'890'872
• Dissolution de la provision pour rénovations d'immeubles	25'349'120
• Dissolution des réserves latentes sur participations	1'427'556
• Dissolution de la provision pour mise au nominal des obligations	12'283'671
• Dissolution de la réserve de fluctuations de cours et changes	20'000'000
• Dissolution de la réserve sur immeubles	40'000'000
• Dissolution de la provision régime LPP	6'800'890

100'970'365

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

V.1. Nature de la couverture des risques

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse.

V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance

La CPPEF est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est de ce fait pas réassurée.

V.3. Développement et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)

a. Développement :

	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	6'311'286	5'677'490	+ 633'796

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	2.50 %	2.25 %	+ 0.25 %
-------------------------------------	--------	--------	----------

V.4. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	1'299'350'656	1'246'495'757
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	82'049'079	59'019'313
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	52'233'328	23'545'897
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	- 36'028'437	- 29'710'311
<i>Total de la variation annuelle</i>	<u>98'253'970</u>	<u>52'854'899</u>
Prestations de libre passage en fin d'exercice	1'397'604'626	1'299'350'656

L'augmentation de la variation de la réserve de CHF 45'399'071 (CHF 98'253'970 ./ CHF 52'854'899) par rapport à l'exercice précédent provient entre autres de la revalorisation de 1.85% (CHF 8.8 mio) de la somme des salaires assurés intervenue au 1^{er} janvier 2005. L'année 2004 n'avait enregistré aucune revalorisation. De plus, il faut relever que le regroupement au sein d'une seule institution de prévoyance des assurés des hôpitaux de Billens et Châtel-St-Denis dans l'Hôpital Sud Fribourgeois a engendré un apport de prestations de libre passage de CHF 17.1 mio.

V.5. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés

La Caisse a procédé à une revalorisation de 4% de la somme des salaires assurés au 1^{er} janvier 2006 soit CHF 36.7 mio. Cette revalorisation prend en compte notamment l'indexation des salaires du personnel de l'Etat au 1^{er} mai 2005 et au 1^{er} janvier 2006.

V.6. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions**a. Développement :**

	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	691'090'353	625'477'936	65'612'417

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	2.50 %	2.25 %	+ 0.25 %
-------------------------------------	--------	--------	----------

V.7. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiairesRégime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2005 CHF	2004 CHF	2005/2004 CHF	2004/2003 CHF	2005/2004 %	2004/2003 %
Retraités	763'076'847	702'170'626	60'906'221	51'448'307	+ 8.7	+ 7.9
Invalides	126'676'341	125'114'611	1'561'730	11'665'343	+ 1.2	+ 10.3
Conjoints	128'821'461	127'427'843	1'393'618	5'324'140	+ 1.1	+ 4.4
Orphelins	4'995'486	4'750'171	245'315	582'702	+ 5.2	+ 14.0
Enfants de retraités	257'415	293'003	- 35'588	130'677	- 12.1	+ 80.5
Total	1'023'827'550	959'756'254	64'071'296	69'151'169	+ 6.7	+ 7.8

Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2005 CHF	2004 CHF	2005/2004 CHF	2004/2003 CHF	2005/2004 %	2004/2003 %
Retraités	3'384'646	3'256'439	128'207	48'549	+ 3.9	+ 1.5
Invalides	2'596'432	2'581'235	15'197	65'777	+ 0.6	+ 2.6
Conjoints	698'306	698'533	- 227	- 6'506	-	- 0.9
Orphelins	144'432	157'142	- 12'710	- 14'878	- 8.1	- 8.6
Enfants de retraités	9'753	953	8'800	- 1'093	+ 923.4	- 53.4
Enfants d'invalides	13'641	13'461	180	13'461	+ 1.3	+ 100.0
Total	6'847'210	6'707'763	139'447	105'310	+ 2.1	+ 1.6

Au 1^{er} janvier 2005 l'indexation des pensions et rentes a été de 1.5%.

V.8. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise date de septembre 2003 et a été établie sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2002. Pittet Associés SA (anciennement MP Actuaire SA) atteste que l'équilibre financier de la Caisse est assuré compte tenu de son financement, de son plan de prévoyance, des systèmes financiers appliqués et de la garantie accordée par l'Etat. Une nouvelle expertise actuarielle sera établie en 2006 sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2005.

V.9. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2000. Le taux d'intérêt technique de la CPPEF est de 4.5%.

V.10. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg en situation statique

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	<u>31.12.2005</u> CHF	<u>31.12.2004</u> CHF
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme)	2'200'381'704	1'931'418'690
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	- 2'471'276'929	- 2'278'293'053
Découvert technique – Garantie de l'Etat (*)	- 270'895'225	- 346'874'363
Provision pour mise au nominal des obligations	0	- 12'283'671
Provision pour rénovations d'immeubles	0	- 25'349'120
Réserve de fluctuations de cours et changes sur titres	0	- 20'000'000
Réserve sur immeubles	0	- 40'000'000
Découvert technique au bilan	- 270'895'225	- 444'507'154
Degré de couverture	89.0 %	84.8 %

(*) L'Etat garantit en tout temps, selon l'article 16 de la Loi sur la Caisse, l'équilibre financier.

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements**VI.1. Organisation de l'activité de placement, règlement de placement**

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- Banque Cantonale de Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte
- FTI Suisse SA à Genève – gestion de deux portefeuilles en obligations étrangères déposées auprès de la Banque Pictet & Cie à Genève
- Crédit Suisse à Fribourg – mandat de gestion en actions suisses et étrangères
- UBS à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères
- IAM SA à Genève – mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- Régie de Fribourg SA, à Fribourg
- Gestions Martin SA, à Estavayer-le-Lac
- Foncia Geco Sarine SA, à Fribourg
- Régie Châtel SA, à Châtel-St-Denis
- Régie Verbel SA, à Lausanne

VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 59 OPP2)

Aucune extension selon l'article 59 OPP2 n'a été fixé par le Comité de la Caisse.

VI.3. Objectif de la réserve de fluctuation de valeur

Conformément aux calculs de Coninco SA, consultant en placement, le Comité a fixé l'objectif de réserve de fluctuation de valeur comme suit :

Selon l'art. 45 OPP 2, la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat étant une institution de droit public, elle peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48^e OPP2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuations nécessaires à la couverture de 68.3% des cas se montent à CHF 134.4 mios ce qui correspond au montant minimum à disposer pour absorber une forte baisse du marché sur une année, soit 4.6 points du degré de couverture.

L'attribution à la réserve par classe d'actifs en pourcentage du montant investi se base sur le tableau suivant :

Degré de confiance	68.30 %	
		<u>MioCHF</u>
Liquidités et placements monétaires	0.00 %	0.0
Obligations suisses	2.50 %	1.3
Obligations étrangères	5.00 %	12.8
Actions suisses	20.00 %	51.1
Actions étrangères	22.50 %	69.2
Immeubles	0.00 %	0.0
	Total	134.4

Limitations du modèle

Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écarter de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuation proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écarter de manière plus ou moins importante de la réalité économique.

Il faut souligner que, selon la recommandation Swiss GAAP RPC 26, les institutions de prévoyance avec promesse de garantie de corporations de droit public ne peuvent pas constituer, en cas de découvert, de réserve de fluctuation de valeur dans le bilan.

VI.4. Présentation des placements par catégorie

	Montants au 31.12.2005	% de la fortune	Limites OPP 2	SAA	Marges tactiques Min	Max
	CHF					
Limites par catégories de placement						
Débiteurs suisses	699'590'265	32%	100%	33%	0.00%	68.00%
Débiteurs étrangers	334'816'737	15%	20%	10%	7.50%	12.50%
Actions suisses	259'073'719	12%	30%	10%	7.50%	20.00%
Actions étrangères	307'543'806	14%	25%	10%	5.00%	17.50%
Immeubles	607'236'167	27%	50%	37%	25.00%	40.00%
Fortune totale	2'208'260'694	100%				
Limites globales						
Actions	566'617'525	26%	50%			
Valeurs réelles	1'173'853'692	53%	70%			
Placements étrangers	642'360'543	29%	30%			

SAA = Strategic asset allocation = allocation stratégique des actifs

Le dépassement des débiteurs étrangers par rapport aux marges tactiques est temporaire ; celui-ci sera rétabli au cours de l'exercice 2006.

VI.5. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au cours de l'exercice 2005, aucun produit dérivé n'a été utilisé.

VI.6. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La CPPEF n'autorise pas le « securities lending ».

VI.7. Explications du résultat net des placements

(En milliers de CHF)	Intérêts Dividendes Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	Totaux 2005
Liquidités et placements monétaires	6'957	3'774	-4'990	1'379	-1'005		6'115
Obligations suisses	849			44	-71		822
Obligations étrangères	10'978	2'106	-469	11'128	-3'324		20'419
Actions suisses	4'630	10'302	-426	62'352	-247		76'611
Actions étrangères	8'434	14'845	-2'727	57'521	-4'043		74'030
Participations	220				-6		214
Prêts aux employeurs	7'337						7'337
Immeubles	39'694		-1'634	7'489	-6'508	-11'860 *	27'181
Frais d'administration des placements titres						-4'956	-4'956
Résultat net des placements	79'099	31'027	-10'246	139'913	-15'204	-16'816	207'773

* Les charges d'exploitation des immeubles englobent des honoraires de gérance pour MCHF 1'718.

VI.7.1. Frais d'administration des placements financiers

<i>(En milliers de CHF)</i>	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Frais de gestion des titres	2'732	2'298
Frais de consultants	33	33
Impôts à la source non-récupérables	1'194	854
Frais de transactions et timbre fédéral	<u>997</u>	<u>907</u>
Totaux	<u>4'956</u>	<u>4'092</u>

VI.7.2. Performance des placements

Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2005 se présente comme suit:

Genre de placements	Performance	
	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Liquidités et placements à terme	1.50%	- 0.79%
Prêts (y.c. prêts aux employeurs)	3.33%	3.21%
Obligations suisses	2.96%	3.54%
Obligations étrangères	8.32%	2.82%
Actions suisses	35.74%	6.25%
Actions étrangères	26.68%	9.09%
Participations	5.59%	9.76%
Total des placements financiers	13.71%	4.24%
Immeubles - 2004 (*)		4.26%
Immeubles - 2005 (+)	4.75%	
Total de la Caisse	11.28%	4.25%

(*) Les performances 2004 des immeubles ont été déterminées par rapport aux valeurs comptables sans tenir compte du montant de la « Provision pour rénovations d'immeubles ».

(+) Les performances 2005 sont calculées sur la base de la valeur réelle des immeubles au 1^{er} janvier 2005.

VI.8. Explications des placements chez l'employeur

Les prêts en cours à l'Etat sont les suivants :

CHF 200 millions rémunérés au taux de 3.5% du 31.12.2001 au 31.12.2013.

CHF 10 millions rémunérés au taux de 3.375% du 2.2.1999 au 2.2.2009.

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

VII.1. Placements à terme et prêts

Les placements à terme échoient en janvier 2006 ; seuls 2 placements représentant une valeur de CHF 60 mio seront échus en septembre 2007.

Les prêts se subdivisent comme suit :

- Prêts aux banques pour CHF 24.7 mio
- Prêts aux Communes et associations de communes pour CHF 45.1 mio
- Prêts aux assurances

Sous cette rubrique figure un prêt sous forme de contrat d'assurance de capital qui a été conclu en 2001 auprès d'une compagnie d'assurances pour un montant total de CHF 40 millions (valeur nominale initiale) dont l'échéance est de 5 ans. Ce montant, versé sous forme de prime unique, a été rémunéré en 2005 au taux d'intérêt minimal LPP de 2.5%. Pour l'année 2006, ce placement sera rémunéré au même taux. L'intérêt n'est pas versé annuellement mais capitalisé jusqu'à l'échéance du prêt. Ce type de placement entre dans la catégorie des créances contre un débiteur ayant son siège ou son domicile en Suisse et est conforme aux exigences de placements figurant à l'article 54 de l'ordonnance fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP2).

VII.2. Immeubles

VII.2.1. Généralités

Au 31 décembre 2005, la Caisse est propriétaire de 99 immeubles construits, représentant 1942 appartements.

VII.2.2. Evolution des valeurs 2005 du parc immobilier

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	Participations immobilières	TOTAL
Valeurs comptables 1.1.2004							
• Valeurs au bilan	487'936	19'091	23'283	28'292	3'573	30'958	593'133
• Mutations de groupe	19'831	- 19'091	- 1'600	860			
• Valeurs reclassées	507'767	0	21'683	29'152	3'573	30'958	593'133
1 ^{ère} application des RPC	- 1'697		- 2'333	- 860			- 4'890
Valeurs actuelles 1.1.2005	506'070	0	19'350	28'292	3'573	30'958	588'243
Mouvement 2005							
• Acquisitions / constructions / rénovations	16'694			30'739	2'908		50'341
• Ventes 2005	- 1'369					- 30'958	- 32'327
• Mutations de groupe			- 860	860			0
• Adaptations aux valeurs actuelles du 31.12.2005	4'956		290	- 4'266			980
Valeurs actuelles 31.12.2005	526'351	0	18'780	55'625	6'481	0	607'237

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s'élève à 7.21 % au 31 décembre 2005.

Les réserves latentes totales telles que mentionnées à l'Annexe des comptes du 31 décembre 2004 s'élevaient à CHF 22'345'000.--.

Au niveau de l'ensemble du parc immobilier, la première application de la Swiss GAAP RPC26 au 1^{er} janvier 2005 a nécessité les adaptations suivantes au passif du bilan :

	CHF
• Adaptation des immeubles aux valeurs réelles du 1.1.2005	- 4'890'872
• Dissolution de la Provision pour rénovations d'immeubles	25'349'120
• Dissolution de la Réserve sur immeubles	40'000'000
	<u>60'458'248</u>

VII.2.3. Résultats 2005 des immeubles

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	Participations immobilières	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2005	4'956		290	- 4'266			980
Résultats sur ventes	- 63					- 1'571	- 1'634
Résultats d'exploitation (y. c. produits et charges communs)	27'341		- 78	572			27'835
Résultats globaux 2005	32'234		212	- 3'694		- 1'571	27'181
Performance 2005							4.75 %
Rendements d'exploit. 2005							7.27 %
Rendements bruts							5.32 %
Rendements nets							
Rendements d'exploit. 2004							6.35 %
Rendements bruts							4.19 %
Rendements nets							

Les performances annuelles 2005 sont déterminées sur la base des Résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « Valeurs réelles » au 1^{er} janvier 2005. Les performances 2004 ont été déterminées par rapport aux valeurs comptables sans tenir compte du montant de la « Provision pour rénovations d'immeubles ».

Les rendements annuels sont déterminés sur la base des résultats d'exploitation par rapport aux « Valeurs d'investissement » moyennes de l'année.

VII.2.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur des immeubles en construction représentant un montant de CHF 530'643 figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 571'840'096.

VII.3. Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part	
		<u>2005</u>	<u>2004</u>
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

Les comptes 2004 n'ont pas fait l'objet pour l'instant d'une approbation de la part du Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du canton de Fribourg ; des informations complémentaires ont été communiquées par l'administration de la CPPEF à cette dernière autorité.

IX. Autres informations relatives à la situation financière**IX.1. Découvert / Explication des mesures prises**

Conformément à l'article 45 OPP2, la CPPEF, institution de droit public bénéficiant de la garantie de l'Etat de Fribourg et de l'accord de l'autorité de surveillance, peut déroger au système financier de la capitalisation. Sur la base de l'article 16 de la loi sur la CPPEF, la Caisse a l'obligation de disposer d'une fortune nette de prévoyance au moins équivalente aux capitaux de prévoyance des pensions et des rentes auquel il convient d'ajouter les capitaux de prévoyance des assurés actifs du Régime LPP, lequel est financé en capitalisation. Le capital minimal dont elle doit disposer au 31.12.2005 se monte à CHF 1'037 mios. Elle remplit donc pleinement cette exigence puisque la fortune nette de prévoyance à la date précitée s'élève à CHF 2'200 mios.

IX.2. Liquidations partielles

Les conditions et la procédure de liquidations partielles ont été fixées dans l'Ordonnance du Conseil d'Etat (122.73.12) du 9 novembre 2004 concernant l'affiliation des institutions externes à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

IX.3. Procédures juridiques en cours

Les cas de dossiers faisant actuellement l'objet d'une procédure auprès du Tribunal administratif sont au nombre de cinq ; les engagements qui découlent de ces litiges n'ont pas besoin de faire l'objet de provisions particulières.

IX.4. Opérations particulières et transactions sur la fortune

Engagements conditionnels - Il s'agit d'opérations de change à terme contractées en 2005 et dont le dénouement aura lieu en 2006.

Dates		Vente		Achat		Montant en CHF au 31.12.05
de l'engagement	du dénouement	Code monnaie	Montant	Code devise	Montant	
07.11.2005	17.05.2006	JPY	195'000'000	EUR	1'400'610	2'176'774
10.11.2005	17.05.2006	EUR	10'779'813	JPY	1'470'000'000	16'783'662
10.11.2005	17.05.2006	EUR	3'628'845	USD	4'300'000	5'649'941
10.11.2005	17.05.2006	GBP	920'672	USD	1'600'000	2'082'758
10.11.2005	17.05.2006	SEK	16'700'000	USD	2'082'294	2'758'078
10.11.2005	17.05.2006	USD	800'000	CAD	951'200	1'262'448
10.11.2005	17.05.2006	USD	6'328'259	JPY	728'620'000	8'321'977
14.11.2005	17.05.2006	JPY	195'000'000	USD	1'688'311	2'176'773
24.11.2005	17.05.2006	JPY	190'000'000	USD	1'627'269	2'120'959
07.12.2005	17.05.2006	USD	960'000	CAD	1'109'232	1'262'448
19.12.2005	17.05.2006	USD	2'244'112	JPY	255'380'000	2'951'119
Montant total engagé au 31.12.2005						47'546'937

X. Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant

Ce document a été approuvé par le Comité de la Caisse de prévoyance dans sa séance du 6 avril 2006.

Fribourg, le 6 avril 2006

Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2005	31.12.2004
Total de l'actif	2'208'260'694	1'936'813'963
Dettes	- 5'868'697	- 2'859'886
Compte de régularisation du passif	- 2'010'293	- 2'535'387
Provisions non techniques	0	- 25'349'120
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'200'381'704	1'906'069'570
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	1'397'604'626	1'299'350'656
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	6'311'286	5'677'490
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions ¹	1'003'752'500	944'641'982
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP ¹	6'712'951	6'602'129
Capitaux de prévoyance	2'414'381'363	2'256'272'257
Provision de longévité ²	20'209'309	15'219'906
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	36'686'257	0
Provision régime LPP	0	6'800'890
Provisions techniques	56'895'566	22'020'796
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	2'471'276'929	2'278'293'053
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	134'400'000	72'283'671
EXCEDENT TECHNIQUE ³	- 405'295'225	- 444'507'154

DEGRE DE COUVERTURE ⁴	84.4 %	81.1 %
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) ⁵	89.0 %	83.7 %

Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs	134'400'000	-
--	-------------	---

Remarques :

- 1) Non comptée l'indexation au 1^{er} janvier 2006 qui s'est élevée à 1 %. Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %
2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions par année.
3) = FP - CP - RFV.
4) = FP / (CP + RFV)
5) = FP / CP

Bilan technique selon le système financier statutaire ¹

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2005	31.12.2004
Total de l'actif	2'208'260'694	1'936'813'963
Dettes	- 5'868'697	- 2'859'886
Compte de régularisation du passif	- 2'010'293	- 2'535'387
Provisions non techniques	0	- 25'349'120
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'200'381'704	1'906'069'570
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	6'311'286	5'677'490
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ²	1'003'752'500	944'641'982
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ²	6'712'951	6'602'129
Capitaux de prévoyance ³	1'016'776'737	956'921'601
Provision de longévité ⁴	20'209'309	15'219'906
Provisions techniques	20'209'309	15'219'906
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	1'036'986'046	972'141'507
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	134'400'000	72'283'671
EXCEDENT TECHNIQUE ⁵	1'028'995'658	861'644'392
DEGRE D'EQUILIBRE ⁶	187.8 %	182.5 %
Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs	134'400'000	-

Remarques :

1) Le système financier statutaire correspond à la garantie de l'intégralité du capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions (répartition des capitaux de couverture) pour le régime de pensions et à la capitalisation pour le régime LPP.

2) Non comptée l'indexation au 1^{er} janvier 2006 qui s'est élevée à 1 %. Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions par année.

5) = FP - CP - RFV.

6) = FP / [CP + RFV]



Rapport de l'organe de contrôle
au Comité de la
CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL
DE L'ETAT DE FRIBOURG, Fribourg

En notre qualité d'organe de contrôle, nous avons vérifié la légalité des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe), de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2005.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse incombe au Comité, alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la comptabilité, à l'établissement des comptes annuels, aux placements et aux principales décisions en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. La vérification de la gestion consiste à constater si les dispositions juridiques et réglementaires concernant l'organisation, l'administration, le prélèvement des cotisations et le versement des prestations ainsi que les prescriptions relatives à la loyauté dans la gestion de fortune sont respectées. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes annuels, la gestion et les placements ainsi que les comptes de vieillesse sont conformes à la loi suisse, à la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, à l'acte de fondation et aux règlements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

Villars-sur-Glâne, le 12 avril 2006

G. Julmy
Expert-comptable
diplômé
Réviseur responsable

NBA Audit SA

A. Bergna
Expert-comptable
diplômé
Réviseur responsable

Inhaltsverzeichnis

1. Verwaltungsbericht der PK des Staatspersonals des Kantons Freiburg zur Jahresrechnung 2005
2. Jahresrechnungen 2005
3. Anhang zur Jahresrechnung

I. Grundlagen und Organisation

- I.1. Rechtsform und Zweck
- I.2. Registrierung BVG und Sicherheitsfonds
- I.3. Rechtsgrundlage und Reglemente
- I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung
 - I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Präsident / Verwaltung
 - I.4.2. Zeichnungsberechtigungen und Kompetenzen
- I.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde, Berater
 - I.5.1. Experte der beruflichen Vorsorge (Versicherungsmathematiker) :
 - I.5.2. Revisionsstelle
 - I.5.3. Aufsichtsbehörde
 - I.5.4. Anlageberaterin
- I.6. Angeschlossene Arbeitgeber

II. Aktive Mitglieder und Rentner – demographisches Verhältnis

- II.1. Aktive Versicherte
- II.2. Pensions- und Rentenbezüger
- II.3. Total der Mitglieder
- II.4. Demographisches Verhältnis

III. Art der Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

- III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne
- III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden
 - III.2.1. Pensions-Vorsorgeregelung
 - III.2.2. BVG-Vorsorgeregelung
 - III.2.3. Andere Informationen über die Tätigkeit der Vorsorge.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

- IV.1. Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)
- IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze
- IV.3. Änderung von Bewertungs-, Buchführungs- und Rechnungslegungsgrundsätzen
- IV.4. Erläuterungen zur erstmaligen Anwendung von Swiss GAAP FER 26

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Risiken / Deckungsgrad

- V.1. Art der Risikodeckung
- V.2. Erläuterung von Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen
- V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Vorsorgeregelung)
- V.4. Entwicklung des Deckungskapitals für aktive Versicherte im Leistungsprimat (Pensions-Vorsorgeregelung)
- V.5. Technische Rückstellung für die Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

- V.6. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach dem BVG der aktiven Versicherten der Pensions-Vorsorgeregulierung
- V.7. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten
- V.8. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens
- V.9. Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen
- V.10. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Staatsgarantie nach statischer Lage

VI. Erläuterungen der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

- VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlageregulierung
- VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterungen mit Ergebnis des Berichts (Artikel 59 BVV2)
- VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve
- VI.4. Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien
- VI.5. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente
- VI.6. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending
- VI.7. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage
 - VI.7.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen
 - VI.7.2. Anlageleistungen
- VI.8. Erläuterungen der Anlagen beim Arbeitgeber

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und Betriebsrechnung

- VII.1. Terminanlagen und Darlehen
- VII.2. Liegenschaften
 - VII.2.1. Allgemeines
 - VII.2.2. Wertentwicklung 2005 des Immobilienparks
 - VII.2.3. Liegenschaftsergebnis 2005
 - VII.2.4. Diverse Informationen
- VII.3. Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik « Anteile »)

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

- IX.1. Unterdeckung / Erläuterung der getroffenen Massnahmen
- IX.2. Teilliquidationen
- IX.3. Laufende Rechtsverfahren
- IX.4. Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögens-Transaktionen

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

4. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch)

5. Rapport de l'organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch)

Verwaltungsbericht der PK des Staatspersonals des Kantons Freiburg zur Jahresrechnung 2005

Rechtsform und Organisation

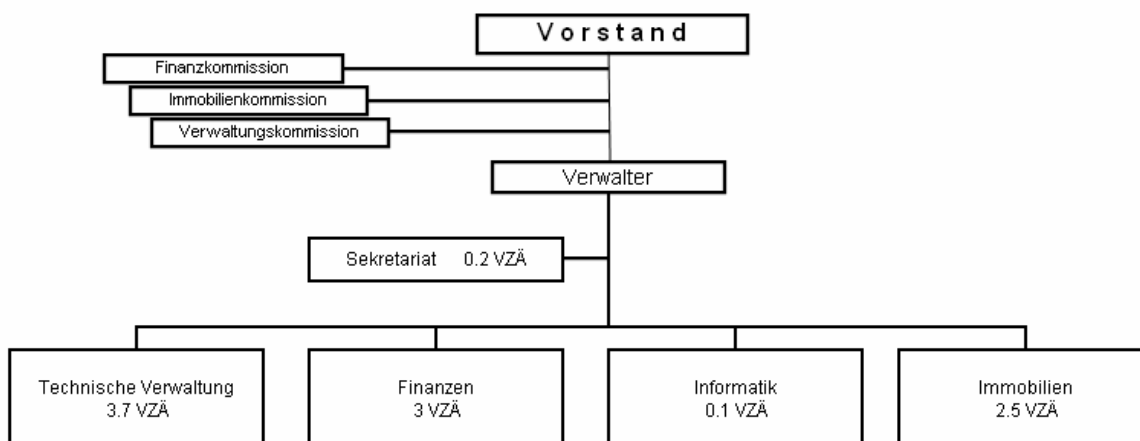
Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (die PK) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Sie ist im Register des Amtes für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge eingetragen.

Ihre Tätigkeit ist durch das Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG) und die verschiedenen Beschlüsse, welche seit 1993 in Kraft sind, geregelt.

Die Pensionskasse gewährt Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod. Zusätzlich zum Staatspersonal und den staatlichen Einrichtungen sind auch Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer von Gemeinden sowie von Institutionen angeschlossen, welche eine direkt mit dem Staat verbundene gemeinnützige Aufgabe erfüllen. Per Ende 2005 waren 52 externe Institutionen der PK angeschlossen. Der Anschluss der Versicherten an die PK ist von ihrer Anstellungsdauer abhängig: Versicherte mit einem mehr als ein Jahr dauernden Arbeitsvertrag sind automatisch in der Pensions-Vorsorgeregelung (überobligatorische Leistungen) versichert; Versicherte mit einer Anstellungsdauer von weniger als einem Jahr sind in der minimalen BVG-Vorsorgeregelung versichert. Diese Leistungen sind etwas höher als nach dem Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge.

Der PK-Vorstand besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Staat und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Der Vorstand hat auch drei Kommissionen gebildet (Finanzen, Immobilien, und Verwaltung), welche sich aus Mitgliedern des Vorstands sowie externen Spezialisten zusammensetzen. Im vergangenen Jahr hat der Vorstand 15 Sitzungen abgehalten. Dazu kommen die monatlichen Sitzungen der Kommissionen und Delegationen, in denen die Mitglieder des Vorstands die PK vertreten haben.

Per Ende 2005 setzt sich die Verwaltung der PK wie folgt zusammen (Vollzeitäquivalente):



Trotz einer Erhöhung der Zahl der aktiven Versicherten um mehr als 6 % (13'823 per 31.12.2005) und der Rentenbezüger um ca. 4 % (2'922 per 31.12.2005), ist der Personalbestand der technischen Verwaltung mit weniger als 4 VZÄ unverändert geblieben. Jede Mitarbeiterin verwaltet im Durchschnitt mehr als 4'000 Dossiers.

Für Anschlüsse von neuen Versicherten und für die Auflösung individueller Verträge, sind im Jahre 2005 insgesamt 2'800 Mutationen vorgenommen worden. Hinzu kommen die neu gewährten Renten, einschliesslich der Verwaltung der AHV-Überbrückungsrenten für den Staat, die Behandlung der Invaliditätsfälle, die Verwaltung der Anfragen nach Vorbezügen für die Wohneigentumsförderung, ohne die Anfragen und die Bestätigungen von Leistungseinkäufen zu vergessen, welche im Laufe der Jahre immer zahlreicher werden.

Die zwei auf Immobilien spezialisierten technischen Mitarbeiter behandeln die laufenden Arbeiten in der Vermietung sowie die Probleme der neuen und der sich im Bau befindlichen Liegenschaften. Sie werden in ihrer Arbeit von einer Verwaltungsmitarbeiterin unterstützt.

Um die Finanz- und Buchhaltungsarbeiten kümmern sich drei Personen. Die Schwerpunkte ihrer Tätigkeit sind:

- Wertschriftenverwaltung der verschiedenen Bevollmächtigten
- Monatliche Performance-Übersicht aller Bevollmächtigten
- Verwaltung der Finanzen, im Zusammenhang mit der Liegenschaftsverwaltung
- Führung der Hauptbuchhaltung der Kasse (Einkassieren der Beiträge, Zahlungen aller Leistungen)

Finanzierungssystem

Das gemischte Finanzierungssystem der öffentlich-rechtlichen Institutionen kombiniert das Umlageverfahren wie bei der AHV (direkte Finanzierung der Leistungen durch die Beiträge) mit dem Kapitaldeckungsverfahren (Anhäufung des Barwertes der in Zukunft garantierten Renten), welches die berufliche Vorsorge leitet. Soweit die Beiträge richtig berechnet werden, bringt eine gemischte Finanzierung keine Unterdeckung, sofern der Anteil der nicht kapitalisierten Leistungen durch besagte Beiträge gedeckt wird. In Anbetracht der Perennität und der Garantie der Leistungen der öffentlichen Körperschaften erlaubt das BVG diese Finanzierungsart einer öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtung. Auf Bundesebene ist die von Nationalrat Beck eingereichte Initiative am 28. Februar 2005 im Nationalrat behandelt worden, der beschlossen hat, ihr Folge zu leisten (die Initiative schlägt die Abschaffung von Abs. 2 des Artikels 69 des Bundesgesetzes vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) vor, um zu verhindern, dass die Vorsorgeeinrichtungen der öffentlich-rechtlichen Körperschaften vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen können). Es geht wahrscheinlich in die Richtung, dass die öffentlich-rechtlichen Kassen verpflichtet werden, einen minimalen Deckungsgrad auszuweisen. Im Vergleich zu anderen öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen befindet sich unsere PK in einer Lage, in der je nach minimalem Deckungsgrad, der festgelegt wird, keine weiteren Massnahmen zu treffen sein müssten.

Auf lange Sicht hat das Umlageverfahren den Vorteil, dass es durch starke Inflationseinflüsse wenig beeinträchtigt wird, im Gegensatz zum Kapitaldeckungsverfahren, das sich von der höheren Lebenserwartung weniger beeinflussen lässt. Aus dieser Sicht hat das gemischte Finanzierungssystem den Vorteil, dass es die jeweiligen Vor- und Nachteile dieser beiden Finanzierungsarten ausgleichen kann.

Im Hinblick auf die derzeitige gesunde finanzielle Situation der PK ist der Rückgriff auf die Staatsgarantie nicht in Erwägung zu ziehen, da die Vorsorgeverpflichtungen per 31.12.2005 zu 89,0 % kapitalisiert sind.

BVG-Revision per 1. Januar 2005

Im Jahre 2005 wurden die Massnahmen zur Einführung des 2. Pakets der 1. BVG-Revision ergriffen.

Für die allgemeine Organisation der Kasse gelten mehrere neue eidgenössische Bestimmungen. Es handelt sich insbesondere um:

- mehr Kontentransparenz mit der Einführung der Norm Swiss GAAP FER 26 (Fachempfehlungen zur Rechnungslegung);
- die Anwendung von Normen hinsichtlich der Loyalität in der Vermögensverwaltung (Interessenkonflikte und Vermögensvorteile, Offenlegung der persönlichen Vermögensvorteile, Anforderungen an die Vermögensverwalter);
- die Einführung einer Mindestfrist von sechs Monaten, bevor die nicht angeforderten Freizügigkeitsleistungen an die Auffangeinrichtung überwiesen werden;
- mehr Verantwortung für das Personal, welches mit der Verwaltung oder mit der Kontrolle der Vorsorgeeinrichtung beauftragt ist;
- Einführung eines Verfahrens bei Teilliquidation (zum Beispiel in einer Verordnung geregelt);
- die Ausarbeitung eines Reglements über die versicherungsmathematischen Verbindlichkeiten;
- bessere Information der Versicherten über ihre Leistungsansprüche, den koordinierten Lohn, die Höhe des Beitragssatzes, das Altersguthaben, die Organisation und die Finanzierung der Kasse sowie der Mitglieder des paritätischen Organs.

In der BVG-Vorsorgeregelung waren die wichtigsten Neuerungen:

- die Einführung eines neuen Koordinationsbetrags, welcher 7/8 der AHV-Höchstrente entspricht;
- die stufenweise Senkung des Mindestumwandlungssatzes von 7,2 % (gültig bis 31.12.2004) auf 6,8 % (gültig ab 1.1.2011). Eine Tabelle der abnehmenden Sätze wurde erstellt, um diesen neuen Basissatz gleichmässig anzuwenden;
- gleiche Ansätze der Altersgutschriften für Männer und Frauen;
- Einführung einer Hinterlassenenrente;
- Einführung einer Viertel- und einer Dreiviertel-Invalidenrente;
- die Möglichkeit, einen Viertel des vorhandenen BVG-Altersguthabens in Form einer einmaligen Kapitalabfindung zu beziehen;
- die Koordination mit der 11. AHV-Revision.

Was die Verordnungen betrifft, so sind in der BVV2 die Rechtsvorschriften angegeben, welche in der Vorsorgekasse zu ändern sind.

Nach der Pensions-Vorsorgeregelung gehen die Leistungen über das obligatorische Minimum hinaus. Einige der neuen Bestimmungen wurden in unserer PK also bereits zum Teil oder vollumfänglich angewendet (Hinterlassenenrente ohne Unterscheidung des Geschlechtes, Viertel-Invalidenrente, ...)

Swiss GAAP FER 26 und Aufwertung

Die Jahresrechnung 2005 weist einen Ertragsüberschuss von mehr als 72,6 Millionen aus. Darin berücksichtigt ist bereits die Aufwertung von 4 % der Summe der versicherten Löhne (das heisst CHF 36,7 Millionen) per 1. Januar 2006 in Form einer technischen Rückstellung in der Bilanz. Es ist auch hervorzuheben, dass mit der erstmaligen Anwendung der Swiss GAAP FER 26 die Aktivposten der Bilanz der PK zum Realwert erfasst werden mussten. Die entsprechenden Buchungsvorgänge sind nicht in den Betriebsrechnungen enthalten, sondern direkt in der Bilanz verbucht (insbesondere die Auflösungen der verschiedenen Rückstellungen im Zusammenhang mit den Liegenschaften oder den Wertschriften).

Aktiven: Wertschriften und Liegenschaften – Wertschwankungsreserven

Ende 2005 verwaltete die Pensionskasse Aktiven von 2'208 Millionen Franken, das heisst eine Zunahme um 14,02 % gegenüber der Vorjahresrechnung.

Wertschriften

Das gute finanzielle Ergebnis des Jahres 2005 ist zum Teil auf die Performance des Schweizer Aktienmarkts (+ 35,7 %) und des ausländischen Aktienmarkts (+ 26,7 %), die Performance des ausländischen Obligationenmarkts (+ 8,3 %) und insbesondere auf das Segment "hochverzinsliche Anleihen" dieses Portefeuilles (+ 16,4 %) zurückzuführen. Der Immobilienpark entspricht mit einer Performance von 4,75 % den Erwartungen.

Liegenschaften

Was die Liegenschaftsinvestitionen betrifft, hat die PK an ihrer bisherigen Politik festgehalten, nämlich dem Bau von Liegenschaften im Kanton und auf Grundstücken, welche bereits in ihrem Besitze sind. Im Jahre 2005 hat sie auf dem Freiburger Immobilienmarkt 144 Wohnungen zur Vermietung angeboten:

Givisiez, route des Femmes savantes:	64 Wohnungen und 140m ² Geschäftsfläche
Courtepin, route du Postillon:	16 Wohnungen
Freiburg, quartier de la Carrière:	64 Wohnungen und ca. 1'900m ² Geschäftsfläche und Lager

Die PK hat zum Zweck der Diversifizierung und besserer Risikoverteilung erstmals auch Objekte ausserhalb des Kantons Freiburg erworben, und zwar eine Liegenschaft in Clarens (48 Wohnungen) und eine in Aigle (16 Wohnungen). Zusätzlich hat sie eine Liegenschaft mit 12 Wohnungen in Villars-sur-Glâne gekauft. Die Liste der Liegenschaftsverwaltungen, welche unsere Liegenschaften betreuen, befindet sich im Anhang zur Jahresrechnung.

Im Jahr 2005 hat die PK eine Liegenschaft in Misery sowie ihren Anteil von 40 % an der Société fribourgeoise de réalisation immobilière „Pérolles-Centre“ verkauft.

Die Pensionskasse verfolgt eine vorsichtige Finanzpolitik, die von einer externen Fachperson überprüft wird. Diese berät die Pensionskasse bei der Umsetzung der Anlagepolitik und kontrolliert regelmässig die Risikofähigkeit der Pensionskasse in Bezug auf diese Politik. Ausser den passiven Anlagen, die direkt von der PK getätigt und überwacht werden (über die Finanzkommission), wurde im Jahre 2005 die gesamte Wertschriftenverwaltung mit Direktmandat Bevollmächtigten anvertraut (siehe Detail im Anhang der Jahresrechnung).

Wertschwankungsreserven

Der neue Artikel 48e der BVV 2 verlangt, dass die Vorsorgeeinrichtung in einem Reglement Regeln zur Bildung von Rückstellungen und Schwankungsreserven festlegt. Allerdings erlaubt Swiss GAAP FER 26 die Bildung von Wertschwankungsreserven nur, wenn die Vorsorgeeinrichtung über einen Deckungsgrad von mindestens 100 % verfügt, was bei der PK nicht der Fall ist. Angesichts dieser Lage muss die Kasse in ihren Anhängen die theoretischen Reserven angeben, auf die sie sich für die Wahl ihrer taktischen Allokation gestützt hat. In Anbetracht dieser gesetzlichen Verpflichtung und auf Grund der Empfehlungen des Beraters der PK muss sie gemäss ihrer Anlagepolitik über eine Wertschwankungsreserve von rund CHF 134,4 Millionen verfügen, basierend auf den bestehenden Anlagen per Ende 2005. Diese Summe entspricht dem Mindestbetrag, der bei einem starken Marktrückgang während eines Jahres verfügbar sein muss.

Passiven: Verpflichtungen gegenüber Versicherten

Die PK hat folgende Verpflichtungen:

- Die Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten betragen CHF 1'403'915'912; dies ist der Betrag, den die Pensionskasse auszahlen müsste, wenn alle ihre aktiven Versicherten ihre Stelle per 31.12.2005 kündigen würden. Dieser um 7,58 % oder CHF 99 Mio. höhere Betrag gegenüber dem Vorjahr ist auf die gegenwärtige Entwicklung der PK

zurückzuführen, was sich in höheren Kosten der Leistungen äussert, die den Versicherten zu Gute kommen. Man muss festhalten, dass diese Summe auch zum Teil von den Versicherten selbst im Rahmen der Lohnentwicklung finanziert wird. Ebenfalls in diesem Betrag enthalten sind die Ein- und Austritte während des laufenden Jahres sowie eine Aufwertung von 1,85 % der Summe der versicherten Löhne der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter per 1. Januar 2005.

- Der versicherungsmathematische Wert der laufenden Pensionen beträgt CHF 1'030'674'760 (davon CHF 20'209'309 Rückstellung für höhere Lebenserwartung). Dieser Wert umfasst die gesamten Verpflichtungen gegenüber den gegenwärtigen Leistungsbezüglern bis zum theoretischen Erlöschen ihres Anspruchs. Dieser versicherungsmathematische Wert ist in Bezug zum Betrag der mathematischen Reserven zu setzen, welcher in der Bilanz per 31.12.2004 mit CHF 966'464'017 ausgewiesen ist. Die Erhöhung um etwa CHF 64 Mio. oder 6,6 % erklärt sich wie folgt:

- Indexierung der gesamten Pensionen und Renten (1,5 % per 1.1.2005).
- wesentliche Zunahme der Anzahl der Invaliditätsfälle und höhere Renten
- höhere Lebenserwartung der Rentner
- Erhöhung der mathematischen Reserven der Rentner (Erhöhung der Anzahl, tieferes Durchschnittsalter und höhere Durchschnittsrente).

Deckungsgrad – Deckungsgleichgewicht – Staatsgarantie

Der Deckungsgrad der Kasse hat sich von 84,8 % auf 89,0 % erhöht. Das Deckungsgleichgewicht zwischen dem Nettovermögen und dem Kapital zur Deckung der Renten bis Verfall beträgt per 31.12.2005 ca. 212 % (ohne Berücksichtigung der Wertschwankungsreserve). Dank eines guten Ergebnisses 2005 ist die Staatsgarantie um 27 % von etwa CHF 372 Millionen auf ca. CHF 271 Millionen gesunken. Die Staatsgarantie dient dazu, die Verpflichtungen der PK gegenüber den aktiven Versicherten zu decken.

Gesetzesrevision

Um die finanzielle Lage der Kasse zu stärken, hat der Vorstand beschlossen, der Regierung eine Überarbeitung des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals vorzuschlagen. Dabei sollen auch die Gesetzesbestimmungen und Bestimmungen der verschiedenen Verordnungen mit den kürzlich revidierten Vorschriften des Bundesgesetzes über die berufliche Vorsorge koordiniert und auch die einschlägige Rechtsprechung berücksichtigt werden. Im Juni 2005 wurde ein provisorischer Bericht über die Situation der Kasse und über die möglichen Optionen der Gesetzesrevision vom Vorstand genehmigt und dem Staatsrat übermittelt. Eine Delegation des Vorstands stellte dem Staatsrat diese Optionen vor. Nach der entsprechenden Auswahl ist die PK nun daran, den Vorentwurf eines Gesetzes, der dem Staatsrat frühestens im Laufe des zweiten Halbjahres 2006 unterbreitet wird, sowie die Vorentwürfe von Reglementen auszuarbeiten.

PENSIONS KASSE
DES STAATSPERSONALS

C. Lässer, Präsident
C. Schafer, Verwalter

Freiburg, 6.4.2006

JAHRESRECHNUNGEN 2005 UND 2004

BILANZ	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>
	CHF	CHF
AKTIVEN		
Vermögensanlagen	2'208'235'010	1'936'789'032
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	501'332'566	364'569'046
Betriebskonto	4'210'835	25'407'514
Anlagekonto	64'039'856	29'218'230
Terminanlagen	330'852'609	132'721'821
Darlehen	84'926'186	165'224'988
Treuhanddepots	14'588'271	11'181'046
Geldanlagefonds	3'070'475	1'099'265
Terminwechseloperationen	-355'665	-283'818
Forderungen	6'770'672	3'300'357
Verrechnungs- und Quellensteuer	3'012'659	1'717'954
Arbeitgeberbeiträge	2'414'568	537'500
Arbeitnehmerbeiträge	402'330	59'452
Kontokorrente	865'426	902'269
Diverse Forderungen	75'689	83'182
Wertschriften	882'158'491	764'999'102
Obligationenanlagen	309'856'426	262'974'826
Obligationen Schweiz	53'791'100	33'918'400
Obligationen Ausland	256'065'326	229'056'426
Transitorische auf Wertschriften (aufgelaufene Zinsen)	5'684'540	5'428'012
Aktien und Anteile	566'617'525	496'596'264
Aktien Schweiz	255'265'332	220'358'810
Aktien Ausland	307'543'806	273'850'054
Anteile	3'808'387	2'387'400
Immobilien	607'665'781	593'613'026
Liegenschaften	607'236'167	593'133'459
Gebaute Liegenschaften	526'350'537	487'935'917
In Vermietung befindliche Liegenschaften	0	19'090'871
Bauland	18'779'347	23'283'504
Im Bau befindliche Liegenschaften	55'624'897	28'291'891
Renovationen	6'481'386	3'573'411
Anteil am Pérolles-Zentrum	0	30'957'865
Transitorische auf Liegenschaften	429'613	479'567
Arbeitgeberdarlehen	210'307'500	210'307'500
Staatsdarlehen	210'000'000	210'000'000
Aufgelaufene Zinsen auf Staatsdarlehen	307'500	307'500
Aktive Rechnungsabgrenzungen	25'684	24'932
TOTAL DER AKTIVEN	<u>2'208'260'694</u>	<u>1'936'813'963</u>

JAHRESRECHNUNGEN 2005 UND 2004

BILANZ	31.12.2005	31.12.2004
	CHF	CHF
PASSIVEN		
Verbindlichkeiten	5'868'697	2'859'886
Freizügigkeitsleistungen und Renten	1'388'358	0
Andere Verbindlichkeiten	4'480'338	2'859'886
Gläubiger	2'716'946	761'694
Kontokorrente	738'323	989'851
Sicherheitsfonds	1'025'070	1'108'341
Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)	2'010'293	2'535'387
Transitorische Passiven	95'086	462'283
Transitorische Passiven auf Wertschriften	175'756	223'862
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	1'739'451	1'849'242
Rückstellungen für Liegenschaftsrenovationen	0	25'349'120
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	2'471'276'929	2'278'293'053
Vorsorgekapital aktive Versicherte	1'403'915'912	1'305'028'146
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	1'397'604'626	1'299'350'656
Altersguthaben der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung	6'311'286	5'677'490
Vorsorgekapital Pensionsberechtigte	1'030'674'760	966'464'017
Vorsorgekapital Berechtigte Pensions-Vorsorgeregelung	1'023'827'550	959'756'254
Vorsorgekapital Berechtigte BVG-Vorsorgeregelung	6'847'210	6'707'763
Technische Rückstellungen	36'686'257	6'800'890
Rückstellung BVG-Vorsorgeregelung	0	6'800'890
Rückstellung für Aufwertung der Summe der koordinierten Löhne	36'686'257	0
Wertschwankungsreserven	0	72'283'671
Rückstellung zur Absicherung des Nominalwertes der Obligationen	0	12'283'671
Reserve für Kurs- und Währungsschwankungen auf Wertschriften	0	20'000'000
Reserve auf Liegenschaften	0	40'000'000
Technischer Fehlbetrag	-270'895'225	-444'507'154
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-444'507'154	-440'593'474
Ertragsüberschuss / (Aufwandüberschuss)	72'641'564	-3'913'680
Erstmalige Anwendung Swiss GAAP FER 26	100'970'365	0
Anpassung der Liegenschaften an den Zeitwert	-4'890'872	0
Auflösung Rückstellungen für Liegenschaftsrenovationen	25'349'120	0
Auflösung stille Reserven auf Anteile	1'427'556	0
Auflösung Rückstellung zur Absicherung des Nominalwertes der Oblig.	12'283'671	0
Auflösung Reserve für Kurs- und Währungsschwankungen	20'000'000	0
Auflösung Reserve auf Liegenschaften	40'000'000	0
Auflösung Rückstellung BVG-Vorsorgeregelung	6'800'890	0
TOTAL DER PASSIVEN	2'208'260'694	1'936'813'963

JAHRESRECHNUNGEN 2005 UND 2004

BETRIEBSRECHNUNG

	<u>2005</u> CHF	<u>2004</u> CHF
Ordentliche Beiträge und Einlagen	148'603'637	137'389'123
Beiträge Arbeitnehmer	57'582'409	54'804'877
Beiträge Arbeitgeber	82'530'927	75'153'140
Nachzahlungen Arbeitnehmer	409'926	390'308
Einkaufsummen	8'080'375	7'040'798
Eintrittsleistungen	46'156'683	28'113'660
Freizügigkeitseinlagen	45'504'216	27'937'160
Rückzahlung WEF-Vorbezüge	652'467	176'500
<i>Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen</i>	<i>194'760'320</i>	<i>165'502'783</i>
Reglementarische Leistungen	-88'581'182	-81'877'479
Altersrenten	-64'863'331	-60'245'286
Hinterlassenenrenten	-14'524'829	-13'980'835
Invalidenrenten	-7'720'785	-7'511'340
Übrige reglementarische Leistungen	-51'600	-25'320
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-1'420'636	-31'502
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	0	-83'196
Austrittsleistungen	-38'574'183	-32'724'903
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-23'233'177	-22'219'181
Vorbezüge WEF/Scheidung	-15'341'006	-10'505'722
<i>Abfluss für Leistungen und Vorbezüge</i>	<i>-127'155'364</i>	<i>-114'602'382</i>
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen	-199'784'658	-121'385'670
Bildung Vorsorgekapital aktive Versicherte	-98'887'766	-52'129'191
Bildung Vorsorgekapital Rentner	-64'210'635	-69'256'479
Bildung von Beitragsreserven	-36'686'257	0
Versicherungsaufwand	-1'025'070	-1'108'341
Beiträge an Sicherheitsfonds	-1'025'070	-1'108'341
<i>Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil</i>	<i>-133'204'772</i>	<i>-71'593'610</i>
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage	207'773'323	75'468'031
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	6'115'124	4'548'257
Netto-Ergebnis der Obligationen	21'241'264	7'401'769
Netto-Ergebnis der Aktien und Anteile	150'855'008	35'438'324
Netto-Ergebnis der Liegenschaften	27'180'870	24'833'930
Zinsen auf Arbeitgeberdarlehen	7'337'500	7'337'500
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage	-4'956'444	-4'091'749
Sonstiger Ertrag	110'957	100'682
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	110'484	88'700
Übrige Erträge	473	11'982
Sonstiger Aufwand	-2'449	-510'629
Verwaltungsaufwand	-2'035'494	-2'560'482
<i>Ertragsüberschuss vor Bildung Wertschwankungsreserve</i>	<i>72'641'564</i>	<i>903'992</i>
Bildung Wertschwankungsreserve	0	-4'817'672
Bildung Rückstellung Absicherung des Nominalwertes der Obligationen	0	-4'817'672
<i>Ertragsüberschuss / (Aufwandüberschuss)</i>	<i>72'641'564</i>	<i>-3'913'680</i>

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2005 UND 2004

RUBRIKEN	PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		TOTAL	
	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	191'636'613	162'646'600	3'123'707	2'856'183	194'760'320	165'502'783
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-124'067'033	-111'057'386	-3'088'332	-3'544'995	-127'155'364	-114'602'381
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien	-199'011'523	-122'006'068	-773'135	620'398	-199'784'658	-121'385'670
Beiträge an Sicherheitsfonds	-1'008'293	-1'089'240	-16'777	-19'102	-1'025'070	-1'108'342
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	-132'450'235	-71'506'094	-754'537	-87'516	-133'204'772	-71'593'610
Netto-Ergebnis Vermögensanlagen					207'773'323	75'468'031
Sonstiger Ertrag					110'957	100'682
Sonstiger Aufwand					-2'449	-510'629
Verwaltungsaufwand					-2'035'494	-2'560'482
Ertrags-/Aufwandüberschuss vor Auflösung/Bildung Wertschwankungsreserven					72'641'564	903'992
Bildung Rückstellung Absicherung des Nominalwertes der Obligationen					0	-4'817'672
Ertragsüberschuss / (Aufwandüberschuss)					72'641'564	-3'913'680

ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG

I. Grundlagen und Organisation

I.1. Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Ihr Ziel besteht darin, Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2. Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die Pensionskasse ist im Register des Amtes für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge Freiburg eingetragen.

Zusätzlich ist sie dem BVG-Sicherheitsfonds angeschlossen und bezahlt Beiträge an diesen Fonds.

I.3. Rechtsgrundlage und Reglemente

Die Tätigkeit der Pensionskasse wird geleitet von:

a) Rechtsvorschriften

- Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKG), teilweise geändert durch die Gesetze vom 2. Oktober 1996, vom 17. September 1997, vom 17. Oktober 2001 und durch die Verordnung des Staatsrats vom 22. März 2005.
- Verschiedene Erlasse des Staatsrates des Kantons Freiburg

b) Interne Reglemente

- Organisationsreglement und Richtlinien vom 22. Februar 2006, welche die Vermögensverwaltung regeln
- Reglement der Immobilienkommission vom 3. April 1989
- Reglement der Baukommissionen vom 30. Mai 1989
- Reglement der Verwaltungskommission vom 1. Juni 2005

I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Präsident / Verwaltung

Der Vorstand der Pensionskasse besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Staat und sechs die Arbeitnehmer vertreten.

Der Vorstand wird vom Finanzdirektor als zuständigem Direktionsvorsteher präsiert (Art. 6 Abs. 5 PKG).

Am 31. Dezember 2005 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

Vertreter des Staates

LÄSSER Claude, Präsident
 CLEMENT Pierre-Alain
 COLLAUD Paul
 HAYOZ Markus
 STEPHAN Jacques
 VESIN Pierre

Vertreter Arbeitnehmer

MUTRUX Gérald, Vizepräsident
 COLLAUD Germain
 DELLEY Stéphane
 MARTY René
 MINDEL Claude
 SAVOY Jean-Daniel

Verwalter der Pensionskasse ist Herr Claude Schafer.

1.4.2. Zeichnungsberechtigungen und Kompetenzen

Am 1. Mai 2005 ist eine neue Regelung der Zeichnungsberechtigungen und der Kompetenzen in Kraft getreten. Die Vertretung der Pensionskasse gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter mit Kollektivunterschrift zu zweien.

I.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde, Berater*1.5.1. Experte der beruflichen Vorsorge (Versicherungsmathematiker):*

Pittet Associés SA in Genf

1.5.2. Revisionsstelle

NBA Audit SA in Villars-sur-Glâne

1.5.3. Aufsichtsbehörde

Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge Freiburg

1.5.4. Anlageberaterin

Coninco SA in Vevey

I.6. Angeschlossene Arbeitgeber

Die Arbeitgeber, welche der Pensionskasse angeschlossen sind, setzen sich wie folgt zusammen:

	Anzahl angeschlossene Arbeitgeber per:	
	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>
- Staat Freiburg und seine Anstalten	14	14
- Gemeinden und Gemeindeverbände	10	9
- Andere direkt mit dem Staat verbundene Institutionen	28	27
Total	<u>52</u>	<u>50</u>

II. Aktive Mitglieder und Rentner – demographisches Verhältnis

II.1. Aktive Versicherte

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	13'298	12'593	705
BVG-Vorsorgeregelung	525	385	140
Total	13'823	12'978	845
<u>Durchschnittliches Alter</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	41.25	40.99	0.26
BVG-Vorsorgeregelung	37.66	38.92	-1.26

II.2. Pensions- und Rentenbezüger

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
<u>Pensions-Vorsorgeregelung</u>	2'922	2'811	111
Alterspension	1'865	1'762	103
Invalidenpension	337	327	10
Ehegattenpension	636	633	3
Waisenpension	73	76	- 3
Alters-Kinderpension	11	13	- 2
<u>BVG-Vorsorgeregelung</u>	116	113	3
Altersrente	74	71	3
Invalidenrente	23	23	0
Ehegattenrente	10	10	0
Waisenrente	6	7	- 1
Alters-Kinderrente	1	1	0
Invaliden-Kinderrente	2	1	1
Total	3'038	2'924	114

II.3. Total der Mitglieder

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	16'220	15'404	816
BVG-Vorsorgeregelung	641	498	143
Total	16'861	15'902	959

II.4. Demographisches Verhältnis

Das demographische Verhältnis entspricht dem Anteil zwischen der Anzahl Rentenbezüger und der aktiven Versicherten, das heisst:

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>Veränderung</u>
Pensions-Vorsorgeregelung	21.97%	22.32%	-0.35
BVG-Vorsorgeregelung	22.10%	29.35%	-7.25
Global	21.98%	22.53%	-0.55

III. Art der Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne

Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg betreibt zwei Vorsorgepläne: Die Pensions-Vorsorgeregelung und die BVG-Vorsorgeregelung. Letztere trifft auf das Aushilfs- und Temporär-Personal (Anstellung für eine Dauer von weniger als einem Jahr) zu; die Pensions-Vorsorgeregelung ist für das Personal reserviert, das in einem öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnis steht und einer dauerhaften Haupttätigkeit im Dienst des Staates und/oder einer mit dem Staat verbundenen Institution nachgeht.

Die Pensions-Vorsorgeregelung basiert auf dem Leistungsprimat, berechnet auf der aufgewerteten Summe der koordinierten Löhne. Diese Finanzierung im sogenannten Leistungsprimat der aufgewerteten Summe der koordinierten Löhne ist dem finanziellen Gleichgewicht der Kasse zuträglich. Mit der Berücksichtigung des Durchschnitts der koordinierten Löhne fällt eine starke Erhöhung der aktuellen Löhne, besonders am Ende der beruflichen Laufbahn, nicht so stark ins Gewicht, was diese Finanzierungsart vom Leistungsprimat des letzten Lohnes unterscheidet. Diese Finanzierung bietet so eine gewisse Flexibilität, denn mangels Aufwertung gleicht diese einem System im Beitragsprimat. Wenn aber die Aufwertung vollständig ist, entspricht die Finanzierung theoretisch einer Finanzierung im Leistungsprimat des letzten Lohnes.

Die BVG-Vorsorgeregelung ist ein Beitragsprimat für die Sparversicherung und die Risikoabdeckung.

III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden

III.2.1. Pensions-Vorsorgeregelung

Die Pensions-Vorsorgeregelung beruht auf einem gemischten Finanzierungssystem (Teilkapitalisierung), wobei die Mittel der Kasse mindestens die Verpflichtungen gegenüber den Rentenbezüglern abdecken müssen.

Der globale Beitragssatz für das Jahr 2005 beträgt 19,5 % der koordinierten Löhne; er ist mit 11,5 % zu Lasten der Arbeitgeber (d.h. 59 %) und mit 8 % zu Lasten der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer aufgeteilt. (d.h. 41 %).

III.2.2. BVG-Vorsorgeregelung

Die Finanzierung der BVG-Vorsorgeregelung basiert auf einem Finanzierungssystem des Kapitaldeckungsverfahrens.

Der Sparbeitrag schwankt nach Alters- und Geschlechtsgruppen zwischen 7 und 18 % des koordinierten Lohnes. Die übrigen Beiträge in der Höhe von 2,4 % decken die Kosten für die Risiken, die Finanzierung der Sondermassnahmen, die Beiträge an den BVG-Sicherheitsfonds und die Verwaltungskosten.

III.2.3. Andere Informationen über die Tätigkeit der Vorsorge.

Keine.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

IV.1. Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)

Die Jahresrechnung der Pensionskasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die Pensionskasse zwei Vorsorgepläne anwendet (Pensions-Vorsorgeregelung und BVG-Vorsorgeregelung), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeregelung im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- *Umsetzung der Werte in ausländischen Devisen*
Der Wechselkurs wurde per Bilanzdatum berücksichtigt.
- *Flüssige Mittel*
Sie wurden zum Nennwert berechnet.
- *Forderungen*
Sie wurden zum Nennwert berechnet. Die wirtschaftlich notwendigen Rückstellungen, die mit einem spezifischen Risiko verbunden sind, wurden direkt von den entsprechenden Aktiven in Abzug gebracht.
- *Wertschriften*
Die Obligationen, die Notes, die Aktien und die Anlagefonds wurden zu ihrem Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

Die an der Börse nicht gehandelten Aktien sowie die Anteile wurden nach dem Eigenkapitalwert der Gesellschaft per Abschlussdatum bewertet. Dies unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven, die durch die Verwaltung der Gesellschaft mitgeteilt wurden.

- *Liegenschaften*
 - *Gebaute Liegenschaften*
Jede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet:
 - Nettorendite von 4,5 %
 - Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre
 - Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre
 - Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften
 - Erhöhung für besondere Sicherstellung
 - Baufähigkeit: Berücksichtigung der notwendigen Renovationen auf zehn Jahre
 - *Zu vermietende Liegenschaften (maximale Dauer 3 Jahre)*
Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese niedriger sind, als der mit dem Kapitalisierungsfaktor des letzten Rechnungsabschlusses kapitalisierte Ertragswert des Mietzinsspiegels. Andernfalls wird der genannte Ertragswert berücksichtigt.

- *Bauland*
Es wurde der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.
- *Im Bau befindliche Liegenschaften*
Es wurde der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.
- *Renovationen*
Es wurde der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

Für die Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

- *Darlehen an Arbeitgeber*
Die Termindarlehen des Staates Freiburg sind zum Nennwert berücksichtigt.
- *Andere Aktiven und Verpflichtungen*
Die anderen Forderungen und Verpflichtungen figurieren in der Bilanz zum Nennwert.
- *Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen*
Die statische Methode wird angewendet. Die Vorsorgekapitalien sind vom Versicherungsmathematiker bestätigt worden.

Die Rückstellung für die Aufwertung der Summe der koordinierten Löhne, welche in dieser Abrechnung enthalten ist, basiert auf den Richtlinien des Gesetzes der Kasse (Art. 66 PKG).

IV.3. Änderung von Bewertungs-, Buchführungs- und Rechnungslegungsgrundsätzen

Die oben genannten Buchführungsgrundsätze wurden gegenüber den bisher geltenden Grundsätzen geändert, um den Anforderungen der Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26 zu entsprechen.

Die massgebenden Änderungen sind folgende

<u>Posten</u>	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>
• Wertschriften – Obligationen	Börsenwert	Börsenwert der Aktiven der Bilanz mit «Rückstellung für Nominalwert» der Obligationen in den Passiven der Bilanz
• Anteile	Wert der Eigenmittel und eventuelle stille Reserven	Erwerbswert
• Liegenschaften	Zeitwert	Erwerbswert zuzüglich Renovationskosten, unter Berücksichtigung einer «Rückstellung für Liegenschaftsrenovationen»

Beim Jahresabschluss 2005 wurden die vom Pensionskassenvorstand mit Wirkung auf den 1. Januar 2005 beschlossenen Änderungen der Bewertungsgrundsätze berücksichtigt.

Neben den Änderungen, die sich aus der erstmaligen Anwendung der Swiss GAAP FER 26 ergeben, werden auch die Verpflichtungen der Vorsorge anders dargestellt. Anders als in den Vorjahren wurde eine «Rückstellung für Aufwertung der Summe der koordinierten Löhne» per Abschlussdatum verbucht. Diese stellt den Betrag der Aufwertungen per 1. Januar des nachfolgenden Rechnungsjahres dar.

IV.4. Erläuterungen zur erstmaligen Anwendung von Swiss GAAP FER 26

Nach der Empfehlung Swiss GAAP FER 26 müssen die Aktivposten der Bilanz ab 1. Januar 2005 zum Realwert per Abschlussdatum erfasst werden.

Vorgenommene Anpassungen:	CHF
• Anpassung der Liegenschaften an den Zeitwert	- 4'890'872
• Auflösung der Rückstellung für Liegenschaftsrenovationen	25'349'120
• Auflösung der stillen Reserven auf Anteile	1'427'556
• Auflösung Rückstellung Absicherung Nominalwert der Oblig.	12'283'671
• Auflösung Reserven Kurs-/Währungsschwankungen Wertschriften	20'000'000
• Auflösung Reserven auf Liegenschaften	40'000'000
• Auflösung Rückstellung BVG-Vorsorgeregelung	6'800'890
	<u>100'970'365</u>

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Risiken / Deckungsgrad

V.1. Art der Risikodeckung

Die gedeckten Risiken sind Invalidität, Tod und Alter.

V.2. Erläuterung von Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen

Die Pensionskasse ist eine unabhängige Kasse, die ihre Risiken vollständig versichert und daher nicht rückversichert ist.

V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Vorsorgeregelung)

a. Entwicklung:	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	6'311'286	5'677'490	+ 633'796
b. Verzinsung:			
Zinssatz der Guthaben	2,50 %	2,25 %	+ 0,25 %

V.4. Entwicklung des Deckungskapitals für aktive Versicherte im Leistungsprimat (Pensions-Vorsorgeregelung)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Freizügigkeitsleistung (FZL) zu Beginn der Periode	1'299'350'656	1'246'495'757
Veränderung:		
+ Zunahme der FZL durch aktive Versicherte	82'049'079	59'019'313
+ Zunahme der FZL durch versicherte Neueintritte	52'233'328	23'545'897
- Abnahme der FZL durch versicherte Austritte	- 36'028'437	- 29'710'311
<i>Total der jährlichen Veränderung</i>	<u>98'253'970</u>	<u>52'854'899</u>
Freizügigkeitsleistung per Ende der Periode	1'397'604'626	1'299'350'656

Die Zunahme der Reserve um CHF 45'399'071 (CHF 98'253'970 ./ CHF 52'854'899) gegenüber dem Vorjahr beruht unter anderem auf der am 1. Januar 2005 erfolgten Aufwertung der Summe der versicherten Löhne um 1,85 % (CHF 8.8 Mio.). Im Jahre 2004 wurde keine Aufwertung vorgenommen. Ausserdem hat der Zusammenschluss der Versicherten der Spitäler von Billens und Châtel-St-Denis zu einer einzigen Vorsorgeeinrichtung im Spital des Freiburger Südens eine Zunahme der Freizügigkeitsleistungen von CHF 17.1 Millionen gebracht.

V.5. Technische Rückstellung für die Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

Die Kasse hat die Summe der versicherten Löhne per 1. Januar 2006 um 4 %, d.h. CHF 36.7 Millionen aufgewertet. Diese Aufwertung berücksichtigt insbesondere die Teuerungsanpassung der Löhne des Staatspersonals per 1. Mai 2005 und per 1. Januar 2006.

V.6. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach dem BVG der aktiven Versicherten der Pensions-Vorsorgeregelung

a. Entwicklung:

	<u>31.12.2005</u>	<u>31.12.2004</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	691'090'353	625'477'936	65'612'417

b. Verzinsung:

Zinssatz der Guthaben	2,50 %	2,25 %	+ 0,25 %
-----------------------	--------	--------	----------

V.7. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten

Pensions-Vorsorgeregulung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2005 CHF	2004 CHF	2005/2004 CHF	2004/2003 CHF	2005/2004 %	2004/2003 %
Rentner	763'076'847	702'170'626	60'906'221	51'448'307	+ 8.7	+ 7.9
Invalide	126'676'341	125'114'611	1'561'730	11'665'343	+ 1.2	+ 10.3
Ehepartner	128'821'461	127'427'843	1'393'618	5'324'140	+ 1.1	+ 4.4
Waisen	4'995'486	4'750'171	245'315	582'702	+ 5.2	+ 14.0
Alters-Kinderrente	257'415	293'003	- 35'588	130'677	- 12.1	+ 80.5
Total	1'023'827'550	959'756'254	64'071'296	69'151'169	+ 6.7	+ 7.8

BVG-Vorsorgeregulung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2005 CHF	2004 CHF	2005/2004 CHF	2004/2003 CHF	2005/2004 %	2004/2003 %
Rentner	3'384'646	3'256'439	128'207	48'549	+ 3.9	+ 1.5
Invalide	2'596'432	2'581'235	15'197	65'777	+ 0.6	+ 2.6
Ehepartner	698'306	698'533	- 227	- 6'506	-	- 0.9
Waisen	144'432	157'142	- 12'710	- 14'878	- 8.1	- 8.6
Alters-Kinderrente	9'753	953	8'800	- 1'093	+ 923.4	- 53.4
Invaliden-Kinderrente	13'641	13'461	180	13'461	+ 1.3	+ 100.0
Total	6'847'210	6'707'763	139'447	105'310	+ 2.1	+ 1.6

Am 1. Januar 2005 betrug die Indexierung der Pensionen und Renten 1,5 %.

V.8. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde im September 2003 auf Grund der Jahresrechnung per 31. Dezember 2002 durchgeführt. Pittet Associés SA (ehemals MP Actuaire SA) bestätigt, dass das finanzielle Gleichgewicht der Kasse in Anbetracht der Finanzierung des Vorsorgeplanes, der angewendeten Finanzierungssysteme und der Staatsgarantie, gewährt ist. Ein neues versicherungstechnisches Gutachten wird im Jahr 2006 auf Grund der Jahresrechnung per 31. Dezember 2005 erstellt.

V.9. Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die mathematischen Reserven wurden auf Grund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2000 bestimmt. Der technische Zinssatz der Pensionskasse beträgt 4,5 %.

V.10. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Staatsgarantie nach statischer Lage

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie, welche die kapitalisierte technische Unterdeckung garantieren, sind folgende:

	<u>31.12.2005</u> CHF	<u>31.12.2004</u> CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Fälligkeiten)	2'200'381'704	1'931'418'690
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellung	- 2'471'276'929	- 2'278'293'053
Technische Unterdeckung – Staatsgarantie (*)	- 270'895'225	- 346'874'363
Rückstellung Absicherung Nominalwert Obligationen	0	- 12'283'671
Rückstellung Liegenschaftsrenovationen	0	- 25'349'120
Reserve für Kurs- und Währungsschwankungen auf Wertschriften	0	- 20'000'000
Reserve auf Liegenschaften	0	- 40'000'000
Technische Unterdeckung der Bilanz	- 270'895'225	- 444'507'154
Deckungsgrad	89,0 %	84,8 %

(*) Der Staat garantiert jederzeit das finanzielle Gleichgewicht nach Artikel 16 des Gesetzes über die Pensionskasse.

VI. Erläuterungen der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlageregulung

Die Finanzanlagen wurden den folgenden Einrichtungen anvertraut:

- Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandat eines gemischten Wertschriftenportefeuilles
- FTI Suisse SA in Genf – Verwaltung von zwei ausländischen Obligationenportefeuilles, hinterlegt bei der Bank Pictet & Cie in Genf
- Crédit Suisse in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland
- UBS in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Europa sowie Obligationen Ausland
- IAM SA in Genf – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz

Die Liegenschaftsverwaltung erfolgt durch:

- Régie de Fribourg SA, in Freiburg

- Gestions Martin SA, in Estavayer-le-Lac
- Foncia Geco Sarine SA, in Freiburg
- Régie Châtel SA, in Châtel-St-Denis
- Régie Verbel SA, in Lausanne

VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterungen mit Ergebnis des Berichts (Artikel 59 BVV2)

Der Vorstand hat keine Erweiterung gemäss Art. 59 BVV2 beschlossen.

VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve

Entsprechend den Berechnungen der Anlageberaterin Coninco SA hat der Vorstand die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve wie folgt festgelegt:

Die Pensionskasse des Staatspersonals, die eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung ist, kann nach Artikel 45 BVV 2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Nach Artikel 48 BVV 2 und in Anbetracht der strategischen Allokation, die durch die Kasse zum Zeitpunkt der Bilanzerstellung gewählt wurde, betragen die für die Deckung von 68,3 % der Fälle erforderlichen Wertschwankungsreserven CHF 134,4 Millionen. Dies ist der erforderliche Mindestbetrag um einen starken Marktrückgang während einem Jahr aufzufangen, der 4,6 Punkten des Deckungsgrades entspricht.

Die folgende Tabelle zeigt die Zuweisung an die Wertschwankungsreserve nach Aktivposten und in Prozent des investierten Betrags:

Konfidenzlevel	68,30 %	
		<u>Mio. CHF</u>
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	0,00 %	0.0
Obligationen Schweiz	2,50 %	1.3
Obligationen Ausland	5,00 %	12.8
Aktien Schweiz	20,00 %	51.1
Aktien Ausland	22,50 %	69.2
Liegenschaften	0,00 %	0.0
	Total	134.4

Grenzen des Modells

Bei der Berechnung der notwendigen Reserven geht man von einer normalen Rendite der Aktiven aus. Empirische Studien zeigen, dass die finanziellen Aktiven von der Normalverteilung abweichen können. Einerseits treffen extreme Ereignisse tendenziell häufiger ein, als es die Normalverteilung vorsieht. Andererseits sind die Renditen bestimmter Finanzaktiven asymmetrisch. Infolgedessen kann sich die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve, die unter der Normalitätshypothese vorgeschlagen wurde, von der wirtschaftlichen Wirklichkeit mehr oder weniger entfernen.

Man muss hervorheben, dass nach der Empfehlung Swiss GAAP FER 26 die Vorsorgeeinrichtungen mit Garantiezusagen von öffentlich-rechtlichen Körperschaften keine Wertschwankungsreserven in der Bilanz bilden können, wenn ihr Deckungsgrad nicht mindesten 100 % beträgt.

VI.4. Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien

	Beträge per 31.12.2005 CHF	in % des Vermögens	Begrenzungen BVV2	SAA	Taktische Bandbreite Min	Max
Begrenzungen nach Kategorien der Anlagen						
Forderungen Schweiz	699'590'265	32%	100%	33%	0.00%	68.00%
Forderungen Ausland	334'816'737	15%	20%	10%	7.50%	12.50%
Aktien Schweiz	259'073'719	12%	30%	10%	7.50%	20.00%
Aktien Ausland	307'543'806	14%	25%	10%	5.00%	17.50%
Liegenschaften	607'236'167	27%	50%	37%	25.00%	40.00%
Total Vermögen	2'208'260'694	100%				
Globale Begrenzungen						
Aktien	566'617'525	26%	50%			
Realwert	1'173'853'692	53%	70%			
Anlagen Ausland	642'360'543	29%	30%			

SAA = *Strategic asset allocation* = *Strategische Asset Allocation*

Die Überschreitung der Forderungen Ausland hinsichtlich der taktischen Bandbreite ist vorübergehend und wird im Laufe des Jahres 2006 wieder hergestellt.

VI.5. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Im Laufe des Jahres 2005 wurde kein Derivat benutzt.

VI.6. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die Pensionskasse erlaubt kein «Securities Lending».

VI.7. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

(In Tausend CHF)	Zinsen Dividenden Mieten	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	Total 2005
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	6'957	3'774	-4'990	1'379	-1'005		6'115
Obligationen Schweiz	849			44	-71		822
Obligationen Ausland	10'978	2'106	-469	11'128	-3'324		20'419
Aktien Schweiz	4'630	10'302	-426	62'352	-247		76'611
Aktien Ausland	8'434	14'845	-2'727	57'521	-4'043		74'030
Anteile	220				-6		214
Darlehen an Arbeitgeber	7'337						7'337
Liegenschaften	39'694		-1'634	7'489	-6'508	-11'860 *	27'181
Verwaltungskosten der Wertschriftenanlagen						-4'956	-4'956
Netto-Ergebnis der Anlagen	79'099	31'027	-10'246	139'913	-15'204	-16'816	207'773

* Die Verwaltungshonorare von TCHF 1'718 sind in den Betriebskosten der Liegenschaften inbegriffen.

VI.7.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

<i>(In Tausend CHF)</i>	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Verwaltungskosten der Wertschriften	2'732	2'298
Beratungskosten	33	33
Nicht einforderbare Quellensteuer	1'194	854
Transaktionskosten und Stempelabgaben	<u>997</u>	<u>907</u>
Total	<u>4'956</u>	<u>4'092</u>

VI.7.2. Anlageleistungen

Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2005 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien	Performance	
	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Flüssige Mittel und Terminanlagen	1.50%	- 0.79%
Darlehen (inkl. Arbeitgeberdarlehen)	3.33%	3.21%
Obligationen Schweiz	2.96%	3.54%
Obligationen Ausland	8.32%	2.82%
Aktien Schweiz	35.74%	6.25%
Aktien Ausland	26.68%	9.09%
Anteile	5.59%	9.76%
Total der Finanzanlagen	13.71%	4.24%
Liegenschaften - 2004 (*)		4.26%
Liegenschaften - 2005 (+)	4.75%	
Total der Kasse	11.28%	4.25%

(*) Die Performance 2004 der Liegenschaften wurde gemäss den Buchwerten bestimmt, ohne den Betrag der «Rückstellung für Liegenschaftsrenovationen» zu berücksichtigen.

(+) Die Performance 2005 wurde auf der Basis des Realwertes der Liegenschaften per 1. Januar 2005 berechnet.

VI.8. Erläuterungen der Anlagen beim Arbeitgeber

Die laufenden Staatsdarlehen sind folgende:

CHF 200 Mio. verzinst zum Satz von 3,5 % vom 31.12.2001 bis 31.12.2013

CHF 10 Mio. verzinst zum Satz von 3,375 % vom 2.2.1999 bis 2.2.2009

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und Betriebsrechnung

VII.1. Terminanlagen und Darlehen

Die Terminanlagen verfallen im Januar 2006; nur zwei Anlagen im Wert von CHF 60 Mio. werden im September 2007 verfallen.

Die Darlehen sind wie folgt unterteilt:

- Bankdarlehen für CHF 24.7 Mio.
- Darlehen an Gemeinden und an gemeinnützige Institutionen von CHF 45.1 Mio.
- Versicherungsdarlehen
Unter dieser Rubrik ist ein Darlehen in Form eines Kapitalversicherungsvertrags aufgeführt, das im Jahre 2001 bei einer Versicherungsgesellschaft für einen Gesamtbetrag von CHF 40 Millionen (ursprünglicher Nennwert) und mit einer Laufzeit über fünf Jahre abgeschlossen wurde.. Dieser Betrag, der in Form einer einmaligen Prämie überwiesen wurde, ist im Jahre 2005 zum BVG-Mindestzinssatz von 2,5 % verzinst worden. Im Jahre 2006 wird für diese Anlagen der gleiche Zinssatz angewendet. Der Zins wird nicht jährlich ausbezahlt, sondern bis zum Fälligkeitsdatum des Darlehens kapitalisiert. Diese Art von Darlehen fällt unter die Kategorie der Forderungen gegen einen Schuldner, der seinen Sitz oder seinen Wohnsitz in der Schweiz hat und die Vorschriften über die Begrenzung der Anlage nach Artikel 54 BVV 2 sind eingehalten.

VII.2. Liegenschaften

VII.2.1. Allgemeines

Am 31. Dezember 2005 ist die Kasse Eigentümerin von 99 gebauten Liegenschaften. Dies entspricht 1942 Wohnungen.

VII.2.2. Wertentwicklung 2005 des Immobilienparks

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	Gebaute Liegenschaften	Liegenschaften Erstvermietung	Bauland	Liegenschaften im Bau	Renovationen	Liegenschaftsanteile	TOTAL
Buchwert 1.1.2004							
• Bilanzwert	487'936	19'091	23'283	28'292	3'573	30'958	593'133
• Veränderung	19'831	- 19'091	- 1'600	860			
• Neuklassierter Wert	507'767	0	21'683	29'152	3'573	30'958	593'133
1. Anwendung FER	- 1'697		- 2'333	- 860			- 4'890
Zeitwert per 1.1.2005	506'070	0	19'350	28'292	3'573	30'958	588'243
Bewegungen 2005							
• Erwerb / Bau / Renovationen	16'694			30'739	2'908		50'341
• Verkäufe 2005	- 1'369					- 30'958	- 32'327
• Veränderung			- 860	860			0
• Anpassung an den Zeitwert per 31.12.2005	4'956		290	- 4'266			980
Zeitwert 31.12.2005	526'351	0	18'780	55'625	6'481	0	607'237

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «gebauten Liegenschaften» beträgt per 31. Dezember 2005 7,21 %.

Die stillen Reserven, welche im Anhang zur Jahresrechnung per 31. Dezember 2004 erwähnt sind, belaufen sich auf CHF 22'345'000.

Die erste Anwendung von Swiss GAAP FER 26 per 1. Januar 2005 hat für den gesamten Immobilienpark folgende Anpassungen der Passiven in der Bilanz erfordert:

	CHF
• Anpassung der Liegenschaften an den Zeitwert per 1.1.2005	- 4'890'872
• Auflösung der Rückstellung für Liegenschaftsrenovationen	25'349'120
• Auflösung der Rückstellung auf Liegenschaften	40'000'000
	<u>60'458'248</u>

VII.2.3. Liegenschaftsergebnis 2005

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	Gebaute Liegenschaften	Liegenschaften Erstvermietung	Bauland	Liegenschaften im Bau	Renovationen	Liegenschaftsanteile	TOTAL
Anpassung Immobilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2005	4'956		290	- 4'266			980
Ergebnis aus Verkäufen	- 63					- 1'571	- 1'634
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl. allg. Erträge und Aufwände)	27'341		- 78	572			27'835
Globalergebnis 2005	32'234		212	- 3'694		- 1'571	27'181
Performance 2005							4,75 %
Betriebsertrag 2005							7,27 %
Bruttoertrag							5,32 %
Nettoertrag							
Betriebsertrag 2004							6,35 %
Bruttoertrag							4,19 %
Nettoertrag							

Die jährliche Performance 2005 basiert auf dem Globalergebnis des Immobilienparks gegenüber dem «Zeitwert» per 1. Januar 2005. Die Performance 2004 ergab sich aus dem Buchwert ohne Berücksichtigung der «Rückstellung für Liegenschaftsrenovationen».

Die jährlichen Erträge basieren auf den Betriebsergebnissen im Verhältnis zum jährlichen durchschnittlichen «Investitionswert».

VII.2.4. Diverse Informationen

Die Bauzinsen der sich im Bau befindlichen Liegenschaften belaufen sich auf CHF 530'643 und sind in der Betriebsrechnung unter dem Liegenschaftsertrag verbucht.

Die Versicherungswerte für Feuer der gebauten Liegenschaften betragen CHF 571'840'096.

VII.3. Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Anteile»)

Gesellschaft	Aktienkapital	Quotenanteil	
		2005	2004
Régie de Fribourg SA, Freiburg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Freiburg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

Die Rechnung 2004 ist vom Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg bis jetzt noch nicht genehmigt worden. Die Pensionskasse hat diesem Amt Zusatzinformationen zugestellt.

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

IX.1. Unterdeckung / Erläuterung der getroffenen Massnahmen

Nach Artikel 45 BVV 2 kann die Pensionskasse, die eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit Staatsgarantie ist und von der Aufsichtsbehörde dazu ermächtigt wurde, vom Finanzierungssystem des Kapitaldeckungsverfahrens abweichen. Nach Artikel 16 des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals hat die Kasse die Pflicht, über ein Nettovorsorgevermögen zu verfügen, welches wenigstens der Summe der Pensions- und Rentenvorsorge entspricht. Es empfiehlt sich, das kapitalisierte Vorsorgekapital der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung beizufügen. Das minimal verfügbare Kapital per 31.12.2005 muss CHF 1'037 Millionen betragen. Die Kasse erfüllt diese Vorschrift vollumfänglich, da sich das Netto-Vorsorgevermögen am oben erwähnten Datum auf CHF 2'200 Millionen beläuft.

IX.2. Teilliquidationen

Die Bedingungen und das Verfahren der Teilliquidationen sind in der Verordnung vom 9. November 2004 über den Anschluss von auswärtigen Institutionen an die Pensionskasse des Staatspersonals (SGF 122.73.12) festgelegt.

IX.3. Laufende Rechtsverfahren

Im Moment sind beim Verwaltungsgericht fünf Fälle Gegenstand eines Verfahrens. Für die Verpflichtungen, die sich aus diesen Rechtsstreiten ergeben, müssen keine besonderen Rückstellungen gemacht werden.

IX.4. Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögens-Transaktionen

Bedingte Verpflichtungen - Es handelt sich um Terminwechseloperationen, die im Jahre 2005 abgeschlossen wurden, und deren Verwertung im Jahre 2006 stattfinden wird.

Datum		Verkauf		Kauf		Betrag in CHF per 31.12.05
von Verpflichtung	bis Verwertung	Währung	Betrag	Devisen	Betrag	
07.11.2005	17.05.2006	JPY	195'000'000	EUR	1'400'610	2'176'774
10.11.2005	17.05.2006	EUR	10'779'813	JPY	1'470'000'000	16'783'662
10.11.2005	17.05.2006	EUR	3'628'845	USD	4'300'000	5'649'941
10.11.2005	17.05.2006	GBP	920'672	USD	1'600'000	2'082'758
10.11.2005	17.05.2006	SEK	16'700'000	USD	2'082'294	2'758'078
10.11.2005	17.05.2006	USD	800'000	CAD	951'200	1'262'448
10.11.2005	17.05.2006	USD	6'328'259	JPY	728'620'000	8'321'977
14.11.2005	17.05.2006	JPY	195'000'000	USD	1'688'311	2'176'773
24.11.2005	17.05.2006	JPY	190'000'000	USD	1'627'269	2'120'959
07.12.2005	17.05.2006	USD	960'000	CAD	1'109'232	1'262'448
19.12.2005	17.05.2006	USD	2'244'112	JPY	255'380'000	2'951'119
Verpflichtungsbetrag per 31.12.2005						47'546'937

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Keine

Dieses Dokument wurde durch den Vorstand der Pensionskasse an der Sitzung vom 6. April 2006 angenommen.

Freiburg, den 6. April 2006